

Elections Européennes : la campagne de Lutte Ouvrière

P. 10 et 11

LUTTE OUVRIÈRE

SNCF:
mouvements
de colère
contre
les nouveaux
horaires

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 833 - 19 mai 1984 - prix : 6 F

P. 7

Licenciements, chômage, hausse des prix :

Ce gouvernement n'est pas de gauche

**Citroën :
la grève
contre
les licenciements**

P. 4 et 5



sommaire

Dans le monde

Page 12 :

- Grande-Bretagne : face au corporatisme des syndicats, les mineurs en grève peuvent unifier les luttes.
- Etats-Unis : un craquement avant le krach ?

Page 13 :

- RFA : les travailleurs votent la grève, le syndicat choisit les coups d'épingle.

Page 14 :

- Israël : l'Etat fait mine de s'en prendre aux terroristes anti-arabes.
- France-Afrique du Sud : de solides relations d'affaires.

Page 15 :

- Philippines : nouvelle mascarade électorale sous l'égide des Etats-Unis.
- Au fond des urnes salvadoriennes, les milliards pour la guerre.

En France

Pages 4 et 5 :

- Citroën Aulnay : grève avec occupation contre les licenciements.

Page 6 :

- Thomson-Gennevilliers : face aux suppressions d'emploi, les travailleurs commencent à s'organiser.

Page 8 :

- Dans les entreprises : Caisse vieillesse, Paris 19^e ; hôpitaux ; hôpital Edouard-Herriot Lyon.

Page 9 :

- Badinter réforme la détention provisoire... mais elle a encore de beaux jours devant elle.
- Le gouvernement fait les poches des retraités.

Pages 10 et 11 :

- La campagne des Européennes.

Page 20 :

- Dans trois semaines, à Presles : la fête !

Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : *Histoire d'un enfant attardé ou la vie d'Albert Einstein* de J.-F. Griblin ; *Israël : de la terreur au massacre d'Etat* d'I. Halevy ; *Yentl et autres nouvelles* d'I. Bashevis Singer.

Pages 18 et 19 :

- Livres : *Le mystère de la malle n° 1* de P. Mac Orlan ; *L'Or de la terre* de B. Clavel ; *La longue mémoire* de J.-P. Bardery.
- Films : *Amok* ; reprise d'*Il posto*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Tintin pour le pourboire

Georges Pébereau, directeur général de la CGE et P-DG de la CIT-Alcatel, s'était fait voter par le conseil d'administration de la CGE une « rémunération exceptionnelle » de 400.000 F par an, qu'il devait toucher dès son départ de l'entreprise — quelle qu'en soit la cause — et ce jusqu'à sa mort.

Ce n'était bien sûr qu'un petit pourboire, de quoi améliorer un ordinaire déjà solidement assuré par ailleurs, n'en doutons pas !

Hélas, trois fois hélas pour Pébereau, cela s'est su et le *Canard enchaîné* n'a pas manqué d'en avertir ses lecteurs. Dans l'entreprise même, à la CIT-Alcatel, le personnel a vivement apprécié la chose, comme on peut l'imaginer.

Alors, n'écoutez que son

noble cœur et se drapant dans sa dignité outragée, Pébereau a renoncé. Dans une lettre à Fabius (eh oui, la CGE est nationalisée !), il écrit : « *Je ne peux envisager qu'une question relative à ma personne puisse en quelque façon causer un préjudice au groupe auquel j'appartiens. J'ai donc décidé de renoncer aux dispositions en cause* ». Et Fabius de commenter cette décision par : « *Elle honore ce responsable d'un grand groupe* ».

Bah, Pébereau se débrouillera bien autrement pour son argent de poche. Et il aura au moins appris une chose : si certaines pratiques sont monnaie courante dans le petit monde de la finance, il vaut mieux éviter qu'elles s'ébruitent !

Le pape renvoie la balle

Jean-Paul II a offert au sanctuaire de Fatima, au Portugal, la balle dont il avait été blessé il y a trois ans. Elle sera conservée au musée du sanctuaire.

Et il y a de fortes chances qu'avec le temps, cette sainte relique fasse des petits. Les morceaux de la « vraie croix » éparés à travers le monde font un nombre respectable de stères de bois. Pourquoi le pape n'aurait-il pas été atteint par toute une rafale de mitraille ?

26-27 mai

Rassemblement des travailleurs contre l'austérité

Les camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire organisent les 26-27 mai au Bourget, dans la région parisienne, un Rassemblement de travailleurs contre l'austérité et contre l'Europe capitaliste.

La LCR appelle tous les travailleurs et tous les militants ouvriers à participer à ce rassemblement, tous ceux qui veulent agir contre l'austérité et qui sont conscients qu'il faudrait un autre parti que le PC ou le PS pour sortir de la crise et pour faire une politique au service des travailleurs.

Voici le programme de ces deux journées :

SAMEDI 26 MAI

15 h : forums

1. Les luttes ouvrières aujourd'hui
2. Partis et syndicats face à la crise et aux luttes
3. Les restructurations industrielles et la voie anticapitaliste
4. Les jeunes, le racisme et les immigrés.

19 h : meeting international

avec des sidérurgistes espagnols de Sagunto, des dockers danois, des travailleurs italiens des conseils de fabrique en lutte contre les attaques sur l'échelle mobile, des syndicalistes

allemands dans la campagne des trente-cinq heures.

DIMANCHE 27 MAI

10 h : forums

1. Secteurs : PTT, SNCF, automobile, etc.
2. Sur l'école laïque
3. Austérité et militarisation
4. Les femmes face à l'austérité.

12 h-14 h : repas

14 h-16 h : spectacle et meeting de clôture, avec Alain Krivine.

Notre camarade Arlette Laguiller interviendra dimanche après-midi lors du meeting de clôture, pour apporter le soutien de Lutte Ouvrière à ce rassemblement.

GRENOBLE

Fête

de Lutte Ouvrière

Dimanche 20 mai,
à partir
de 14 h à Pont-de-Claix -
Jardin de Ville
« Le coteau » bus n° 8
Banquet à midi.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Licenciements, chômage, hausse de prix : ce gouvernement n'est pas de gauche

Il ne se passe pas de semaine sans qu'une nouvelle vague de licenciements soit annoncée. La semaine dernière, c'était les licenciements dans les usines Citroën, c'est-à-dire dans l'automobile. Cette semaine, c'est l'électronique, avec Thomson, qui est frappée. Et il y a tous les licenciements qui ne touchent pas de grandes entreprises et ne provoquent pas de réactions dont les journaux et la télévision sont obligés de parler, mais qui se multiplient et jettent chaque jour de nouveaux chômeurs sur le pavé.

Alors, le seul objectif économique que le gouvernement Mauroy est certain d'atteindre d'ici la fin de l'année, c'est le cap des deux millions et demi de chômeurs recensés, sans compter ceux qui ne figurent pas dans les statistiques.

Malgré la baisse de la consommation, c'est-à-dire la baisse des ventes, malgré le blocage des salaires et même leur diminution, l'inflation continue plus vite que promis et en fin d'année les salaires auront pris un drôle de retard par rapport aux prix, car la limite de 5 % maximum d'augmentation pour les salaires, elle, ne sera pas franchie.

Alors les salaires baissent, les produits se vendent mal et à cause de cela on diminue les emplois, mais ça n'empêche pas les prix d'augmenter. Pourquoi ? Parce que le patronat se moque de vendre moins, du moment qu'il peut vendre plus cher et que ses profits restent les mêmes. Ce qui compte pour le patronat ce sont les profits, pas la production.

Mais pour mener cette politique préjudiciable non seulement aux travailleurs mais à tous les consommateurs, le patronat est aidé par le gouvernement, ses lois, ses mesures économiques et même sa propagande et ses mensonges.

Aucune des mesures du gouvernement ne vise à maintenir la production, c'est-à-dire l'emploi. Toutes au contraire visent à faire baisser la part des salaires et à maintenir les profits des patrons malgré la crise.

Le gouvernement sait user de la coercition contre les travailleurs, mais il ne sait pas l'utiliser contre le patronat, ou plutôt il ne le veut pas, tout de gauche qu'il se prétende.

Et dans moins d'un mois les mêmes vont demander

aux travailleurs et à l'ensemble de la population laborieuse de voter pour eux lors des élections européennes. Ils vont nous dire : « Si vous ne voulez pas que la droite revienne, votez pour la gauche, pour le Parti Communiste, pour le Parti Socialiste, pour celui de Delors, de Mauroy et de Mitterrand, pour celui de Fiterman. »

Mais c'est contre le chômage, contre la vie chère et les bas salaires que les travailleurs veulent être défendus. Et le sont-ils par ceux qui tiennent les rênes du pouvoir depuis trois ans ? Même plus dans leurs rêves ! Aujourd'hui les travailleurs sont dégoûtés, choqués, démoralisés par la politique que ce gouvernement mène en leur nom.

Un grand nombre d'entre eux iront sans doute aux urnes pour voter malgré tout pour ces partis-là, car après tout la droite ne serait pas plus tendre vis-à-vis des travailleurs.

Mais il est probable aussi qu'un grand nombre n'iront pas voter pour ces gens-là et qu'on verra aux élections européennes la gauche reculer face à la droite. Mais qui l'a voulu ainsi, sinon ces partis de gauche qui font la politique inverse de celle qu'ils prétendaient mener ? Qui a permis à la droite de trouver l'aplomb de se poser en porte-parole du mécontentement populaire, si ce n'est ceux qui, au gouvernement, mènent une politique criminelle depuis trois ans ?

C'est pourquoi Lutte Ouvrière, qui présente une liste dans ces élections, ne dira pas de voter pour la gauche. Elle participera à ces élections justement pour qu'il y ait une voix, venant de la classe ouvrière, pour dire que, faible devant le patronat, dur envers les travailleurs, ce gouvernement n'est pas de gauche et se réclame indûment du monde du travail.

La liste que Lutte Ouvrière présente dans ces élections est composée de militants ouvriers qui participent à la vie de tous les jours dans les grandes entreprises de ce pays, de militants syndicaux qui savent quel tort le gouvernement a fait aux travailleurs depuis trois ans, et qui veulent le dire !

Arlette LAGUILLER

Ceux de Citroën ont commencé il faut les soutenir

Depuis vendredi, les travailleurs de Citroën-Aulnay sont en grève. Ils ont occupé l'usine et bloqué la production et tout le pays sait aujourd'hui qu'ils n'acceptent pas de faire les frais des prétendus plans de restructuration.

Car la direction de PSA (Peugeot-Citroën-Talbot) récidive. Après avoir licencié chez Talbot, elle s'attaque maintenant aux travailleurs de Citroën, avant de s'en prendre demain à ceux de Peugeot ! Ce n'est pas pour améliorer la production, c'est pour ne pas diminuer ses profits qu'elle veut mettre sur le pavé 3 000 travailleurs pour le groupe Citroën, dont 1 300 rien qu'à Aulnay.

Les travailleurs de Citroën refusent les argu-

ments de la direction qui voudrait que les travailleurs acceptent de se sacrifier pour elle.

Ils refusent à l'avance les décisions du gouvernement qui s'apprête à donner son feu vert à Citroën, comme à tous les patrons qui licencient.

Patrons et gouvernement s'entendent pour multiplier les attaques contre les travailleurs tant que ces derniers les acceptent sans broncher.

Il n'y a pas de limite à l'avidité des possédants, comme il n'y a pas de limite à la servilité du gouvernement à leur égard. La seule chose qui peut les arrêter, c'est la crainte des réactions ouvrières, c'est la peur de la colère des travailleurs.

A Citroën-Aulnay, les travailleurs ont refusé le chantage de la direction et les mensonges du gouvernement. C'est difficile, mais c'est pourtant la voie à suivre pour tous les travailleurs qui sont menacés aujourd'hui, et pour tous ceux, et c'est nous tous, qui le seront demain si nous nous laissons faire.

Dans les autres usines Citroën, des travailleurs se sont mis en grève à la suite de ceux d'Aulnay. Ils savent bien que ce qui peut faire le plus peur au patronat comme au gouvernement, c'est que cette grève s'étende et s'élargisse à toute la classe ouvrière. Car c'est tous ensemble que nous sommes forts.

Depuis des mois, le patronat attaque les travail-

leurs à tour de rôle, les uns après les autres, pour diviser leurs réactions et éparpiller leurs forces. Mais partout, dans la sidérurgie comme dans les mines, les chantiers navals comme l'automobile, c'est la même politique, visant à sacrifier les travailleurs au profit des possédants. Et partout, c'est le même mécontentement et la même inquiétude des travailleurs.

La CGT vient d'organiser la réaction des travailleurs à Citroën. Krasucki lui-même reconnaît que la classe ouvrière en est exactement au même point qu'en 1981, sous les gouvernements de droite, et dit maintenant que ce que nous attendions, nous ne l'obtiendrons que par la grève.

Bien sûr, il est possible que la détermination des dirigeants nationaux de la CGT soit limitée, car en même temps ils continuent à soutenir ce gouvernement qui est pourtant le premier responsable de la situation. Mais qu'importe : c'est la voie qu'ils ont prise aujourd'hui qui est la bonne. Nous n'obtiendrons, nous ne garderons même que ce que nous imposerons par la force.

Les travailleurs de Citroën-Aulnay ont entamé la lutte.

En défendant leur dignité et leurs conditions de vie, ils se battent pour toute la classe ouvrière. Et tous les travailleurs doivent considérer ce combat comme le leur. **Editorial des bulletins d'entreprise.**

La grève déclenchée vendredi 11 mai à partir de 13 heures par les militants CGT a manifestement pris par surprise la direction de l'entreprise qui ne s'attendait probablement pas à ce que la grève éclate ainsi à la veille d'un week-end. Elle a aussi pris de court bon nombre d'ouvriers car personne hormis les dirigeants de la CGT n'était au courant ni de l'heure, ni du jour du déclenchement de la grève. Malgré cela, quand les militants CGT ont commencé à bloquer les portes (certains s'étaient même déguisés en gardiens pour mieux donner le change), interdisant aux ouvriers de l'équipe du matin de sortir lors de la relève, sauf aux non-grévistes déclarés, et ne laissant rentrer que ceux de l'équipe du soir qui se déclaraient pour la grève, le mouvement a été bien accueilli parmi l'immense majorité des OS. Ils sont restés présents jusqu'au soir et même, pour la plupart, jusqu'au dimanche ; c'est-à-dire jusqu'au moment où l'organisation de l'occupation a été mise en place, avec ses tours de garde, ses équipes aux piquets...

LA PRÉPARATION DE LA GRÈVE

Depuis deux mois que le patron avait annoncé son intention de supprimer 6 000 emplois dans les usines de la région parisienne (c'est-à-dire 3 000 licenciements dont 1 300 à Aulnay, un OS sur trois) la CGT avait déjà annoncé au cours de précédentes manifestations et lors d'un rassemblement de 5 à 600 militants le 16 avril, qu'elle était prête à engager la lutte contre les licenciements, prête « à aller jusqu'à la grève avec occupation s'il le fallait ». La CGT avait aussi établi une consultation dans les ateliers, militant de fait pour l'occupation de l'entreprise. Mais le climat n'y était pas trop. Les ouvriers étaient bien conscients qu'il faudrait bien finir par se mettre en grève, mais ce n'était pas vraiment le coup de colère et la CGT avait d'ailleurs étalé soigneusement les mouvements, évitant qu'ils ne se rencontrent avec d'autres journées d'action d'autres secteurs. C'est ainsi que le 13 avril, le jour de la manifestation des sidérurgistes à Paris, alors qu'Aulnay était en grève pour la journée, seule une délégation de grévistes d'Aulnay était venue accompagner les sidérurgistes, sur les conseils d'Akka Ghazi, secrétaire CGT, qui expliquait que « s'il y avait de la casse, ce serait encore de la faute des immigrés ». Pour la CGT, la lutte des OS de Citroën restait une lutte à part, et pour bon nombre d'ouvriers, il restait une certaine méfiance vis-à-vis de la CGT depuis la grève de Talbot. Beaucoup n'espéraient plus trop la voir prendre l'initiative d'une lutte déterminée.

Alors la grève du vendredi 11, c'était une surprise, mais les travailleurs même pris au dépourvu, malgré les problèmes familiaux que cela leur posait (ils auraient voulu pouvoir au moins avertir leur famille), étaient malgré tout préparés à cette idée qu'il fallait se mettre en grève. En majorité, ils ont

décidé de rester, d'autant plus que les piquets de grève étaient fermes et demandaient aux grévistes qui voulaient sortir de laisser leur carte de service et de dire quand ils comptaient revenir.

UNE OCCUPATION MASSIVE

Et depuis, on peut dire que l'occupation est massive, les travailleurs qui rentrent chez eux reviennent et par exemple, pour la nuit du 13 au 14, entre dimanche et lundi, parce que la CGT craignait une attaque en force de la maîtrise aux portes le matin, plus de 3 000 grévistes étaient présents, massés sur les pelouses, mobilisés toute la nuit, et plutôt dissuasifs : containers en travers des portes ou en chicanes dans les rues de l'usine, à l'entrée des ateliers, lances à incendie, bref tout était fait pour accueillir comme il le fallait les nervis de la direction au cas où ils auraient voulu forcer les portes. Ce qui faisait la joie de nombreux grévistes, c'était que pour une fois, c'était eux qui avaient les lances à incendie en mains, c'étaient eux qui tenaient l'usine et pas les hommes du patron comme pendant la grève de 1982. (En mai-juin 1982, les grévistes refoulés par les commandos patronaux hors de l'usine avaient fait grève 5 semaines, bloquant l'usine et la maîtrise qui s'était claquemurée à l'intérieur).

L'ATTITUDE DE LA DIRECTION : LA PRUDENCE

Evidemment la direction, elle, a réagi très vite. Elle faisait rester le millier de « collaborateurs » (maîtrise, techniciens et professionnels) qui campaient jusqu'au soir dans les ateliers.

Mais le lendemain ces dignes « collaborateurs » se sont trouvés bloqués par les grévistes qui ne les ont laissés s'installer qu'à une centaine dans les locaux de l'administration, où depuis ils se maintiennent sous le prétexte d'assurer la sécurité et la maintenance. On n'a jamais vu de mémoire d'ouvrier les chefs aussi soucieux de la sécurité que depuis la grève.

En fait la direction cherche sous ce prétexte à maintenir un pied

dans l'usine, mais elle évite les bagarres pour l'instant. Electricité et chauffage par exemple sont maintenus dans les ateliers. De même que deux selfs (qui dépendent il est vrai du CE à majorité CGT) continuent à servir normalement des repas aux grévistes.

Cela dit, la direction guette l'occasion de pouvoir reprendre davantage pied dans l'usine, dès le premier jour elle a appelé les CRS à la rescousse. Et depuis vendredi en fin d'après-midi, ils ont pris position massivement à la porte près de l'administration, la seule porte encore ouverte mais où la CGT filtre les entrées des agents de la direction.

LA GRÈVE S'ORGANISE

Depuis le 11 mai, les travailleurs ont commencé à s'installer dans l'occupation, confortés de voir que d'autres usines du groupe de la région parisienne ont rejoint la

grève. Ils sont conscients que ce sera dur car la direction pour l'instant affirme son intention de ne pas céder. Elle a fait appel au tribunal des référés pour se donner la possibilité de faire appel aux CRS contre les grévistes. Les grévistes savent aussi que le gouvernement a signé les licenciements chez Talbot, qu'il licencie directement dans la sidérurgie ou les charbonnages, qu'il n'est pas de leur côté, qu'il ne faut pas s'attendre à des cadeaux de sa part et que le seul langage qu'il comprend, tout comme le patron, c'est le rapport de forces que les ouvriers seront capables d'établir avec la grève.

Alors les grévistes se préparent à tenir le temps qu'il faudra. Ils ne veulent pas de licenciements, les propositions sur le retour n'ont touché qu'une infime minorité d'OS, 400 environ, et l'affirmation de la CGT qui réclame de l'embauche à Aulnay est volontiers reprise par les travailleurs. D'autant plus que depuis 6 mois, les cadences se sont

Manifestation CGT devant l'usine d'Aulnay

La CGT de la Seine-Saint-Denis, à laquelle s'étaient jointes la FEN et la CFDT, avait appelé les travailleurs de Seine-Saint-Denis à manifester leur solidarité aux grévistes d'Aulnay.

C'est ainsi que quelques centaines de personnes ont manifesté le mercredi 16 mai de la Bourse du travail d'Aulnay à l'usine Citroën. C'est peu, mais compte tenu que le tract d'appel n'a été pratiquement pas diffusé dans les entreprises de la Seine-Saint-Denis, que pour manifester il fallait débrayer, et que nulle part il n'y a eu d'appel en ce sens, cette manifestation a plus été un geste symbolique de soutien de la CGT aux grévistes d'Aulnay qu'autre chose.

Quelques grévistes de l'usine

Citroën de Saint-Ouen avaient rejoint le cortège. Les grévistes d'Aulnay eux, massés dans l'usine à la porte n° 3, avec des drapeaux rouges CGT et des slogans, étaient impressionnants en nombre et en détermination.

Après une prise de parole très applaudie de Ghazi sur la dignité, l'emploi, déclarant « On va gagner » et « Vive la France et son industrie », un orateur de la FEN, puis de la CFDT et un permanent CGT métallurgie, Ghazi a conclu.

Réflexion d'une manifestante : « On vient ici prendre une leçon, ils ont raison, il faut que ça s'étende ».

Oui, mais pour cela il faudrait autre chose que des démonstrations symboliques.

L'occupation aussi

renforcées malgré une résistance de certains ateliers alors même que la direction instaurait un chômage partiel permanent d'environ une semaine par mois.

Alors en attendant on s'organise, par postes, par piquets de grève, par les tours de garde, les informations, autour des postes de télévision. Cependant que des équipes patrouillent en permanence sur l'immense parking qui longe l'auto-route.

Cependant, si l'organisation se fait spontanément autour des militants aux portes, par affinités, par connaissances, si les meetings autour de vedettes comme Ghazi ou Sainjon réunissent les grévistes plus massivement, il n'y a aucune assemblée générale, aucune forme d'organisation permettant aux grévistes eux-mêmes de discuter de la conduite du mouvement. La direction de la CGT centralise, décide au plus haut niveau de la conduite du mouvement, mais elle préfère se faire plébisciter au cours de meetings où seuls les dirigeants ont la parole que de permettre aux grévistes de donner leur point de vue, même pour dire s'ils sont d'accord.

Pour l'instant, la politique d'offensive de la CGT et le succès de l'occupation ont commencé à faire oublier aux ouvriers de Citroën le lâchage des grévistes par la même direction CGT lors du conflit Talbot.

Les travailleurs sont contents et plutôt soulagés de voir la CGT se prononcer pour la grève et appuyer l'occupation. Ils sont contents d'avoir réussi à occuper la quasi-totalité de l'usine (l'usine est immense, plusieurs hectares de terrain et des kilomètres de grillage). Il fallait en effet refouler les hommes du patron et les empêcher de s'infiltrer pour nuire. Et le sentiment d'avoir damé le pion aux hommes de main de la direction, en occupant l'usine d'Aulnay réputée intenable, contribue grandement à rétablir la confiance des grévistes vis-à-vis de la CGT.



La grève a commencé le mardi 15. Lundi, nous étions en chômage technique, mais réunis à 230, à l'appel de la CGT, nous étions bien tous d'accord pour suivre l'exemple de ceux d'Aulnay et entrer en bagarre dès le lendemain. Mardi à 9 heures, à l'assemblée générale, la CGT a appelé à la grève. Nous manifestons dans toute l'usine. A 9 heures et demie, tout l'atelier d'hydraulique est arrêté. Dans le bâtiment du décolletage, il y a encore quelques professionnels qui font tourner les machines mais ça ne dure pas longtemps.

Il y a une très bonne ambiance parmi les grévistes. A 14 heures, l'équipe de l'après-midi nous

rejoint. Nous sommes plus de 400 grévistes sur les 930 OS que compte l'usine. Nous décidons d'occuper l'usine. L'équipe de nuit nous rejoint à son tour dans la grève. Malheureusement, quasiment tous les professionnels et les employés ne font pas grève.

La direction réussit même à en mobiliser certains, derrière la maîtrise. Elle leur a demandé de rester toute la journée de mardi dans la cour debout... Mais visiblement ça traînait la patte ! Toute la journée à attendre les ordres, c'est long ! Dans la nuit, ils ont fini par partir... (même ceux qui, avec le chef du personnel, occupaient le poste de gardiennage), après une fouille en

bonne et due forme de toutes les voitures. Le lendemain, la direction a essayé une autre tentative... de l'extérieur. Près de deux cents chefs, nervis de la CSL et quelques professionnels criant « Liberté du travail » (eux qui n'en font pas lourd !), ont tenté de bloquer le portail d'entrée. Les flics avaient bien dévié la circulation, mais ils ne réussirent pas : il y avait trois cents grévistes à la porte et les lances à incendie étaient prêtes et visibles.

Nous entamons notre deuxième nuit d'occupation, autour d'un feu, de merguez et de la musique. Le moral est bon, mais il y a encore beaucoup à organiser !

Aux usines Citroën de Saint-Ouen et des Epinettes

La situation est tendue

Dans les deux usines Citroën de Saint-Ouen (Gare : 800 personnes dont 200 OS, 200 professionnels et 400 maîtrise, collaborateurs et personnel des bureaux ; Les Epinettes : 400 personnes dont 140 OS et 100 professionnels), la situation est tendue depuis lundi 14.

Le programme de la direction, c'est 305 suppressions d'emploi dont 132 licenciements, tous

parmi les OS. La direction mobilise ostensiblement plus de 200 agents de maîtrise et « militants » de la CSL, du RPR, de la CFTC qui, en patrouillant 24 heures sur 24 dans l'usine, essaient de dissuader les OS de se mettre en grève.

Par contre, les ouvriers professionnels ont refusé de se laisser enrôler dans les troupes de choc de la direction, contrairement à ce

qu'un certain nombre d'entre eux avaient fait lors de la grève de 1982.

Pour l'instant seuls les OS des Epinettes se sont mis en grève mardi, de 13 H à la fin de l'équipe du soir. Mais l'idée grandit qu'il va falloir, malgré les nervis, rejoindre ceux d'Aulnay et les autres dans la grève.

La politique de la CGT

Manifestement la direction de la CGT a tiré les leçons de sa politique à Talbot. La façon dont les dirigeants CGT s'étaient aplatis devant le gouvernement acceptant le plan de licenciement et appelant les travailleurs à s'y résigner était restée en travers de la gorge de bon nombre de militants de la CGT. Et cette fois-ci, dès que les licenciements ont été annoncés chez Citroën, la CGT s'est déclarée partisan de la lutte, y compris de la grève avec occupation s'il le fallait. Le ton avait changé, la direction CGT ne proposait plus aux ouvriers menacés de licenciements d'attendre du bon vouloir gouvernemental une solution, mais de compter d'abord sur la lutte. Et en lançant l'occupation par surprise, à la veille d'un week-end, les dirigeants CGT ont pris l'initiative du déclenchement d'une lutte et d'une mobilisation relativement massive des travailleurs. Car le mouvement s'est étendu à d'autres usines du groupe dans la région parisienne dès le début de la semaine qui a suivi. Manifestement la CGT qui encadre solidement le mouvement a décidé de se montrer combative contrairement au visage qu'elle a offert à Talbot. Elle s'affirme résolue et à la pointe du combat. Et même si Sainjon tient à expliquer que la lutte n'est pas dirigée contre le gouvernement, Gutierrez, un responsable CGT de la Seine-Saint-Denis déclarait dans l'*Humanité* : « Les propos du ministre ne nous autorisent pas à être confiants sur l'ouverture d'une négocia-

tion susceptible de maintenir l'emploi chez Citroën ».

Pour l'instant le conflit, s'il s'est étendu à d'autres usines du groupe, reste circonscrit aux usines Citroën. La CGT se contente de gestes symboliques comme la visite du responsable CGT marocain de Renault-Billancourt, ou la mini-manifestation de la Seine-Saint-Denis.

Jusqu'où est prête à aller la direction confédérale dans un conflit qui peut prendre figure d'affrontement avec le gouvernement, c'est difficile à dire. Mais la CGT pour l'instant se sent les couilles franches. Krasucki fait une démonstration que la CGT n'est pas exactement le PCF et n'est pas ligotée par la présence des ministres communistes. Et c'est l'occasion de redorer le blason de la centrale syndicale qui s'était pas mal terni depuis la grève de Talbot.

Elle n'a pas choisi de chercher à étendre la lutte le plus largement possible. C'est pourtant cela qu'exigerait la situation : que les travailleurs en grève se fassent craindre du patronat et du gouvernement. Alors que le problème des licenciements se pose dans un grand nombre d'entreprises, à Renault, à Chaousson, à la Thomson, le problème serait de s'appuyer sur la mobilisation des ouvriers de Citroën pour entraîner d'autres entreprises dans la grève, pour renforcer la riposte des travailleurs, et contraindre à reculer gouvernement et patronat.

Libre la presse ?

Depuis le démarrage du conflit chez Citroën, la presse pleure : elle n'a plus « la liberté d'informer » ses lecteurs, puisque toute information est strictement donnée par les responsables CGT, que les grévistes refusent de parler aux journalistes, et que ceux-ci ne peuvent visiter l'usine qu'escortés par un service d'ordre de la CGT.

A entendre les journalistes ainsi se lamenter sur la liberté perdue et réclamer le droit de circuler dans l'usine comme ils veulent, on rêve.

Ce droit l'ont-ils toute l'année, lorsque l'usine tourne et que le patron y fait la loi ? Les journalistes peuvent-ils entrer dans l'usine et demander aux travailleurs ce qui ne va pas avec la paie, avec les cadences, avec la hiérarchie ? Non, sans doute. Mais ils trouvent cela normal. Par contre aujourd'hui, ils s'insurgent le jour où c'est la CGT qui dirige le mouvement. Certes, la CGT le dirige à sa façon, fait tout pour en garder le contrôle entier et n'entend pas qu'une voix dissonante puisse s'élever. Mais quand les ouvriers grévistes envoient balader les journalistes ou les renvoient chercher leurs informations auprès de la CGT, c'est après tout de bonne guerre. Car ils sentent bien que ces journalistes ne parlent aujourd'hui de liberté dans l'usine que parce qu'ils sont d'abord avant tout hostiles au mouvement de grève, hostiles aux travailleurs dont ils pensent en gros qu'ils se laissent manipuler par le PCF. Les travailleurs sont contents de leur mouvement et préfèrent boycotter la presse dont ils n'attendent rien.

Ils sont bien libres, non ?

Face aux suppressions d'emplois, des travailleurs commencent à s'organiser

Le 12 avril dernier, les directions de deux divisions de la Thomson Gennevilliers annonçaient officiellement des suppressions d'emplois : 123 sur 798 à DVE (division vidéo équipement) et 170 sur 515 à DET (division émetteur télévision). Et elles profitaient des semaines creuses de Pâques, 1^{er} mai, et 8 mai pour annoncer au compte-gouttes la liste nominative des gens qui d'après elles seraient en « sureffectifs ». Appelés un par un par les chefs de service, on leur proposait de partir avec 90 000 F en démissionnant, ou de se trouver une mutation ou un stage. C'est ce que la direction appelle « plan social » en rajoutant que si le 15 juin, il n'y avait pas de solution, ce serait le licenciement pur et simple.

Et c'est en face de cela qu'un certain nombre de travailleurs ont réagi. Devant le manque d'initiative syndicale, ils ont organisé une permanence à la cantine pour tenir régulièrement informé le reste du personnel de la liste des gens touchés au fur et à mesure. Dans le courant de la semaine dernière ils se sont réunis à une cinquantaine pour essayer

d'organiser au moins, pour commencer, une réunion des premiers concernés, des « sureffectifs » et de leurs amis. Et lundi matin, ce n'est pas seulement aux « sureffectifs » comme ils l'avaient primitivement prévu mais à l'ensemble du personnel qu'une quinzaine de personnes distribuaient un tract et appelaient à une assemblée générale pour le lendemain matin, appel qui entre-temps avait reçu le soutien de la plupart des sections syndicales auxquelles il avait été demandé. Le mardi matin, nous étions quatre cents à l'AG. C'est une des organisatrices de cette réunion qui est intervenue la première pour rappeler dans quelle situation on en était à la Thomson, licenciés ou pas, mais en tout cas tous concernés ; et que pour faire reculer la Thomson, « pour se faire respecter et ne pas se laisser traiter comme un kleenex que l'on jette après usage », c'est la grève qu'il faut. « Une grève illimitée, c'est possible aussi dans l'électronique, pas uniquement dans l'automobile, et cela peut leur faire craindre, à tous ces gouvernements et patrons que la

grève s'étende à tous les secteurs concernés par les licenciements, cela peut leur faire craindre d'avoir à faire face à un affrontement généralisé ». Elle insista sur le fait que si la grève était votée, ce pourrait

Pendant que Thomson licencie 450 personnes à Gennevilliers, 600 à la CEPEM, usine que le trust vient de récupérer à CGE, Gaston Morin, le directeur des affaires sociales de la Thomson-CSF, était promu « le leader de la semaine » au Forum de l'emploi du Parisien Libéré. Dans un article publié dans ce journal le 14 mai, il n'hésite pas à dire : « A la Thomson, on cherche des employés très qualifiés ». Les « sureffectifs » de Gennevilliers, pour reprendre les termes patronaux, ont mal apprécié cet article, venant après les péroraisons de Gomez que l'on a vu il y a quelques semaines à la télé pour dire qu'il allait créer des emplois à Longwy. Ils cherchent le moyen d'exprimer leur « droit de réponse ».

être une « grève difficile, peut-être dure, peut-être longue », mais que c'était cela qui était malgré tout indispensable, si nous voulions faire reculer Thomson et le gouvernement. La responsable CGT est ensuite intervenue en précisant bien sûr qu'elle était contre les licenciements, mais qu'il fallait surtout faire des propositions industrielles et essayer de faire participer le plus grand nombre possible de travailleurs aux actions. Mais lesquelles ? Comment ? Là-dessus elle est restée silencieuse. Après différentes autres interventions de délégués syndicaux mais aussi du personnel, une centaine de personnes votaient sur l'idée d'une grève générale illimitée nécessaire, seul moyen de faire reculer la Thomson. Minorité certes, mais une preuve manifeste que l'idée qu'il va falloir s'y mettre sérieusement avance. A remarquer que seules deux personnes ont voté contre, la majorité étant étonnée, hésitante.

Finalement l'assemblée générale s'est prononcée pour une grève d'une journée et a repris l'idée de la CGT d'aller

une nouvelle fois demander des comptes à la direction. En attendant que le grand directeur vienne du Bd Haussmann, ses deux acolytes surveillés de près par plusieurs dizaines de grévistes essayaient de justifier la politique de Thomson. Le lendemain matin, un tract de la CGT reprochait la « séquestration du directeur » et se prononçait nettement contre l'idée de grève avec occupation (la CGT de la Thomson n'a pas l'air d'être sur la même longueur d'onde que la CGT Citroën). Devant les réactions de nombreux travailleurs, certains militants de la CGT ont refusé de continuer à distribuer ce tract. Une nouvelle mouture sortait le midi, avec les mêmes idées mais exprimées de façon plus nuancée.

Le lendemain, mercredi, devant le fait que la grève était très minoritaire et qu'il n'y avait pas d'espoir d'extension immédiate, le mouvement était suspendu.

Mais la centaine de personnes décidées, un peu isolées certes, continuent à chercher par tous les moyens à reprendre l'initiative.

Correspondant L.O.

LES 35 HEURES :

OUI, MAIS PAS A N'IMPORTE QUELLES CONDITIONS !

Les dirigeants syndicalistes multiplient en ce moment les déclarations favorables à la réduction du temps de travail pour éviter les licenciements. C'est Maire qui ne saurait accepter de licenciements chez Citroën avant une réduction de la semaine de travail à 35 heures, avec réduction de salaire à la clef ; ou encore ce sont les dirigeants de la CGT ou de FO qui mettent en avant l'exemple des travailleurs allemands, qui ont engagé en ce moment des mouvements de grève pour les 35 heures. L'objectif pour les dirigeants syndicaux, ce qui ressort de leurs déclarations, c'est que les 35 heures seraient peut-être une solution pour sortir en quelque sorte en douceur de la crise. Les déclarations du gouvernement, de Bérégovoy à Ralite, vont dans le même sens.

Comme si, en cette période de crise, on pouvait s'entendre en quelque sorte à l'amiable avec le patronat,

comme si on pouvait trouver des solutions qui arrangent les patrons et les travailleurs.

Les patrons, eux, n'ont qu'un objectif : faire payer les travailleurs. Et pour cela tous les moyens sont bons : les licenciements, mais aussi produire au moindre coût et réduire les salaires. Pour eux, la seule façon de concevoir les 35 heures, ce serait à la rigueur avec perte de salaire. Pour eux, ce peut être une façon d'obtenir autant de travail, en réduisant les salaires. Une façon d'être plus « compétitifs ».

Avec les 35 heures, tous sont d'accord, du patronat au gouvernement et aux syndicats, avec des raisonnements plus ou moins hypocrites pour ces derniers, pour trouver des solutions à bon compte sur le dos des travailleurs.

Mais l'intérêt des travailleurs, c'est de se refuser à payer pour les patrons.

Leur problème, c'est d'instaurer un rapport de forces entre eux et les

patrons qui ne leur fasse pas supporter à eux tous les frais de la crise. La réduction du temps de travail, pourquoi pas ? A un moment où des bras sont inoccupés par centaines de milliers et par millions, et où l'on veut imposer à ceux qui gardent un emploi de faire les frais d'une augmentation de productivité, la lutte pour les 35 heures avec le maintien du pouvoir d'achat peut être un moyen parmi d'autres de renforcer le camp des travailleurs. Travailler moins au moment où on produit plus vite, et ne pas accepter un accroissement de l'exploitation de ceux qui travaillent au moment où il y en a de plus en plus qui sont sans travail, est plus que justifié.

Les travailleurs ne peuvent qu'être pour les 35 heures. Mais pas à la façon de la CFDT, qui essaye de masquer la crise en la faisant payer d'une autre manière par des réductions de salaire aux travailleurs.

Pas comme le veut Bérégovoy, pour qui les 35 heures ne sont acceptables qu'à la condition expresse que les 35 heures s'appliquent en Europe aussi, de façon à ce que le patronat de France ne se voie pas frustré d'une partie de ses bénéfices par ses concurrents de l'autre côté de la frontière.

Pas non plus à la façon de Ralite, Bérégovoy ou Mauroy, qui se proposent de faire payer en partie les travailleurs par des baisses de salaire, et en partie en donnant aux patrons des subventions prises également dans la poche des travailleurs. Le tout pour moderniser l'industrie capitaliste et la rendre plus compétitive.

Les 35 heures, les travailleurs sont pour, mais ils ne veulent pas payer la crise d'un système dirigé par les patrons. La productivité de plus en plus grande ne doit pas se traduire par une détérioration de leurs conditions d'existence, mais au contraire par leur amélioration.

Julie RENOIR

SNCF

Mouvements de colère contre les nouveaux horaires

□ Au Service Intérieur du dépôt Paris Sud-Ouest

Les 70 agents du Service Intérieur ont décidé de se mettre en grève reconductible par 24 heures et se sont organisés en comité de grève, regroupant les agents syndiqués de toutes tendances et non syndiqués.

Immédiatement, le comité de grève s'est adressé aux cheminots des autres services du dépôt, pour les informer de leur mouvement et demander leur solidarité aux agents de l'atelier et aux agents de conduite.

La journée de mercredi 16 mai, avant de démarrer la grève

le soir, les membres du comité de grève se sont activés à joindre tous les membres du service (qui s'étend aussi sur les annexes des Ardoines à Vitry, de Brétigny, de Juvisy), à coller des affiches sur le dépôt, à distribuer le tract du comité de grève, à préparer l'organisation des piquets.

La grève a été décidée y compris par des agents qui ne sont pas concernés par les mesures, mais qui se sont solidarisés avec les autres.

Elle a commencé mercredi 16 mai, à 20 heures.

□ En gare de La Chapelle

L'application des 35 heures sauce SNCF suscite également des réactions à la gare de La Chapelle, où plus de 80 travailleurs sont directement concernés.

Réunis en assemblée générale le 15 mai, les travailleurs se sont rendus en délégation à la direction locale. Là le chef de gare annonça que, si les travailleurs qu'elle venait de recevoir (parmi lesquels des délégués) ne seraient pas sanctionnés pour leur débrayage intempestif, les autres par contre — au nombre d'une quarantaine — le seraient ! Riposte immédiate des travailleurs présents : ils décident de faire le tour du chantier afin de mobiliser leurs copains. A la suite de cette tournée, la colère était si vive

que l'ensemble des aiguilleurs ont cessé le travail et, depuis, plus un seul train n'a bougé à Chapelle. A la réunion qui a suivi immédiatement ce débrayage, l'occupation des locaux a été décidée, une nouvelle assemblée et l'organisation de notre mouvement préparées.

Le mercredi 16 mai, l'assemblée générale regroupant 60 travailleurs votait la poursuite de la grève de 24 heures reconductible et nous élisions notre comité de grève de 19 camarades.

La grève s'organisait et nous décidions d'aller en informer les travailleurs des chantiers voisins, et de les appeler à nous rejoindre !

□ A la gare de l'Est

Le mardi 15 mai à 13 h, les cheminots de la gare de l'Est concernés par l'application des 35 heures se sont mis en grève à l'appel de la CFDT. La CGT, elle, n'appelait pas.

Le mouvement a concerné près de 250 agents de trains, agents de la manœuvre et aiguilleurs sur un effectif total de 400 travailleurs.

A 18 h, la direction de la gare de l'Est acceptait de discuter... pour en fin de compte ne rien céder. Apprenant que Chadeau, le directeur général de la SNCF, devait arriver à minuit en train à la gare de l'Est, 40

cheminots décidaient de l'attendre pour lui demander des comptes. Surpris par cette réception, Chadeau se retrancha derrière les décisions du ministère des Transports.

Le lendemain, mercredi 16, les agents de la Manœuvre et les aiguilleurs reprenaient le travail, mais pour les agents de trains la grève continuait. Rejoints par 80 grévistes du Transport du chantier de l'Ourcq, des cheminots proposaient en assemblée générale d'occuper les voies jeudi matin à 6 h. La CGT manifesta son désaccord avec cette action en quittant l'assemblée.

La presse a présenté les mouvements des cheminots qui viennent de se dérouler comme un mouvement pour l'obtention des 35 heures. Or il n'en est rien. C'est la direction de la SNCF qui a décidé de faire passer à partir du 3 juin l'horaire de principe de 45 000 cheminots de 39 heures à 35 heures et de le faire selon les modalités d'application d'un arrêté ministériel du 4 avril dernier. Il se trouve que les cheminots concernés, une minorité, sont ceux qui entrent dans la catégorie des travaux estimés « pénibles ». De fait, ne sont concernés pratiquement que les travailleurs qui sont en 2 x 8 ou en 3 x 8.

Le ministère laisse en principe ouvertes trois possibilités : réduction journalière, attribution de repos compensateurs ou combinaison des deux moyens... tout en préconisant la solution la plus économique. Ce sont les directions locales qui sont maîtresses du choix, et de fait elles ont créé des problèmes aux cheminots concernés, refusant dans la plupart des cas les repos compensateurs, essayant d'en profiter pour régler leurs problèmes d'effectifs en éliminant les « temps morts », imposant des roulements qui parfois allongent le temps de présence, même s'ils tiennent compte d'une réduction du « travail effectif ».

C'est ainsi par exemple qu'au Service Intérieur du dépôt Paris Sud-Ouest, la réduction d'horaire se ferait pour ceux qui sont en 3 x 8 seulement lorsqu'ils sont en équipe de nuit : en passant de l'horaire de 20 h - 4 h à 20 h - 2 h 20. Il faudrait alors aux che-

minots concernés sortant du travail en pleine nuit attendre plus d'une heure le premier train navette pour rentrer chez eux. Et lorsqu'il y a une réduction de la journée, comme à Melun, mais que, le temps de déplacement restant le même, on vous fait venir le dimanche pour faire 4 heures ou, pire, lorsque la journée de travail est fractionnée, qu'elle est diminuée, mais que l'amplitude reste la même, à quoi se réduit l'avantage du passage à 35 heures ?

C'est parce que les cheminots concernés se sentent roulés par cette démagogique réduction du temps de travail de 39 heures à 35 heures, c'est parce qu'ils veulent qu'elle se traduise par une amélioration et non par une détérioration de leurs conditions de vie, c'est parce qu'ils veulent qu'on ne leur demande pas d'en faire toujours plus avec un effectif en réduction, sous couvert de mesures dites sociales, qu'ici ou là le mécontentement s'est exprimé. Ce mécontentement s'est traduit par la grève et la paralysie momentanée du trafic en plusieurs endroits, à l'initiative de militants et de sections locales CFDT, ou à l'initiative de militants révolutionnaires. Les directions syndicales, qu'il s'agisse de la CGT, de la CFDT, de FO ou d'autres, n'ont pas cherché à organiser la riposte générale de tous les cheminots. La fédération CGT des cheminots par contre s'en est prise aux grévistes, et en particulier à propos des incidents qui ont eu lieu à la gare Saint-Lazare entre grévistes et usagers, elle a tenu à préciser : « La fédération CGT condamne les actions de commandos »,

□ Au Landy (Plaine Saint-Denis)

Mercredi 16 mai, l'équipe du matin 3 x 8 du Landy décidait la grève à 6 h. La création d'un comité de grève fut proposée : 5 cheminots sur 20 s'y inscrivirent. Quelques cheminots en 2 x 8 rejoignaient la grève, bien que non concernés directement par la revendication. Mais il ne s'agissait pas d'une simple solidarité, car les cheminots en 2 x 8 peuvent se retrou-

ver du jour au lendemain en 3 x 8.

L'équipe de soirée se joignait à la grève à 14 h et le comité de grève fut élargi de trois grévistes. Il était décidé qu'à partir du lendemain, la grève serait limitée à 4 heures reconductibles par équipe.

Dans la journée, les grévistes se rendirent dans les chan-

parlant même de « provocation » à laquelle auraient participé des « élus de droite » ! Et Fiterman a ordonné une enquête.

Krasucki, qui ne manque pas d'aplomb, a déclaré que ce ne sont pas les méthodes de la CGT, en accusant les grévistes de ne pas tenir compte des intérêts des usagers. Mais ce ne sont pas les cheminots qui ont fait grève qui n'en tiennent pas compte. Car eux, s'ils en sont réduits à se battre de cette façon, c'est justement parce que les dirigeants syndicaux, eux, se moquent bien de savoir si les grèves qu'ils organisent gênent ou pas les travailleurs plus que les patrons. Plutôt que de mener des actions localisées ou catégorielles, les cheminots grévistes seraient les premiers satisfaits de pouvoir participer à une action où tous les travailleurs se retrouvent au coude à coude en même temps. Mais au lieu de cela, les dirigeants syndicaux ne se privent pas d'organiser des journées d'avertissement sans lendemain qui se répètent, catégorie par catégorie. Un jour la sidérurgie, un jour la Navale, un autre les Charbonnages, un jour Renault, un autre Citroën. C'est cela que les centrales syndicales ont d'ailleurs programmé pour les cheminots pour le 24 et le 25 mai, au moins trois semaines à l'avance.

Et si dans bien des secteurs de la SNCF les travailleurs ne les ont pas attendues, c'est tout de même parce qu'ils ont de bonnes raisons, en voyant leur tactique et leur manque d'empressement, de penser qu'elles ne cherchent pas à mener véritablement la lutte.

tiers d'à côté pour expliquer les raisons de la grève. Une prise de parole fut organisée à la cantine. En fait, il y avait des discussions un peu partout. Trois membres du comité de grève se rendirent à La Chapelle pour rencontrer les grévistes de ce secteur.

A 22 h l'équipe de nuit se mettait elle aussi en grève.

□ A Ourcq (Pantin)

Au chantier de l'Ourcq, à Pantin, 120 cheminots du Transport et 60 du Matériel concernés par l'application des 35 heures sont en grève.

La grève a débuté mercredi 16 mai à 6 h. La veille, trois assemblées (une pour chaque équipe) avaient lieu au Transport, auxquelles quelques cheminots du Matériel assistaient. La grève était alors votée à chaque fois, mais la CGT en repoussait le démarrage à

plus tard, prétextant que tous les travailleurs concernés n'étaient pas présents.

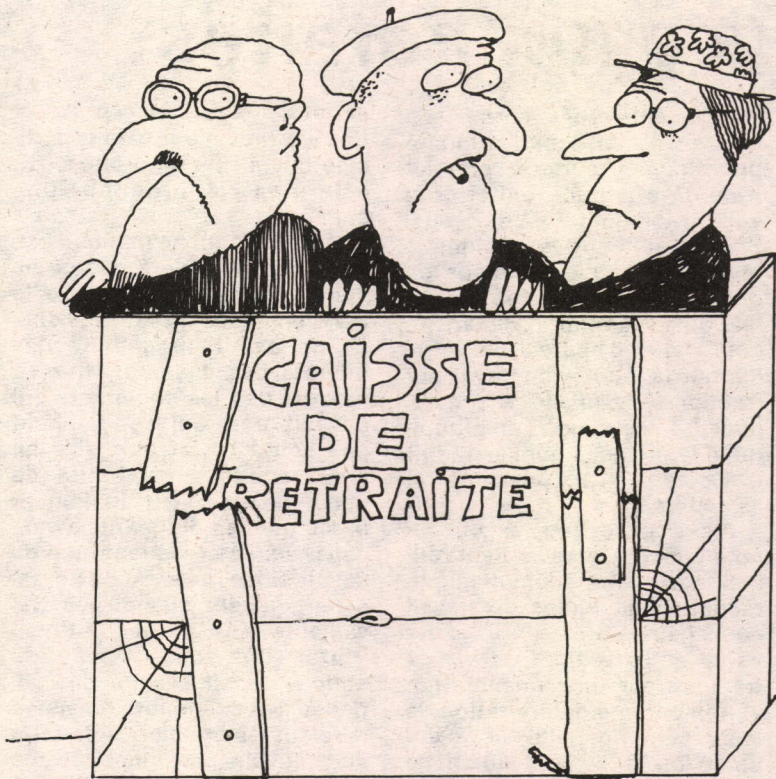
A la dernière assemblée, celle de l'équipe de nuit, l'équipe de nuit du Matériel rejoignait les travailleurs du Transport. Mais, sous prétexte que les cheminots du Matériel dépendaient d'une autre direction et qu'il ne fallait pas mélanger les deux secteurs, la CGT les renvoyait au travail. Ce mauvais coup accompli, la CGT proposait une assem-

blée générale de tous les cheminots du Transport le lendemain à 14 h, afin de décider de la grève.

C'était compter sans la détermination des gars du Transport qui, sans attendre, se mettaient en grève le lendemain à 6 h. Apprenant que la CGT tenait une assemblée des cheminots du Matériel, ils décidaient de s'y rendre pour les inviter à rejoindre la grève. Sitôt dit, sitôt fait, et avec succès.

CAISSE VIEILLESSE (Paris 19^e)

Des économies sur les plus de soixante-quinze ans



Lors de sa dernière visite à la Caisse vieillesse, Bérégovoy avait déclaré en substance que l'espérance de vie de plus en plus longue était une des causes des difficultés de gestion de la Caisse.

Aussi, aujourd'hui, la direction vient d'inventer une nouvelle manière d'économiser deux ou trois sous sur le dos des retraités les plus âgés.

Jusqu'à présent, les retraités qui percevaient une allocation du Fonds national de solidarité (le FNS) ne recevaient plus de questionnaires de ressources lorsqu'ils avaient plus de 75 ans. La direction les laissait enfin tranquilles, estimant que l'augmentation de leurs ressources ne pouvait être que minime et exceptionnelle. Rappelons que les titulaires du FNS sont parmi les plus démunis.

Mais depuis quelque temps la direction, en mal d'économies, a décidé de revenir sur cette pratique. Elle veut savoir en particulier si le montant de

leur retraite complémentaire a augmenté, et de combien. Pour cela, elle a fait appel au service de l'Aide ménagère, puisque ce service connaît les ressources du retraité, s'il a demandé à en bénéficier.

Si le montant des retraites complémentaires a effectivement augmenté, la machine administrative se met en marche. Paperasserie, révisions, questionnaires... tout cela pour réduire de quelques dizaines ou de quelques centaines de francs le montant de l'allocation du FNS. Parfois même, si le plafond de ressources est dépassé, l'allocation peut être supprimée.

Toutes ces mesures concernent des retraités qui ont plus de 75 ans, pour qui les formulaires de la Caisse vieillesse sont des lettres indéchiffrables par la plupart d'entre eux. Cela concerne des retraités titulaires du FNS qui, dans le meilleur des cas, touchent moins de 7.000 F par trimestre...



DANS LES ENTREPRISES

HÔPITAUX

Un régime soigné !



Bérégovoy n'a pas attendu les déclarations de Delors sur la rigueur 1985 pour donner un tour de vis au budget des hôpitaux.

Ce budget ne devra pas augmenter, l'an prochain, de plus de 5,5 %, alors que l'augmentation était encore de plus de 13 % en 1982. Les salaires, eux, ne devront pas augmenter de plus de 5 % et il n'y aura aucune création de poste.

Le plan directeur de l'Assistance publique, c'est-à-dire les prévisions budgétaires pour les hôpitaux de Paris et de la région parisienne, est donc mis au goût du jour. S'appuyant sur des analyses démographiques et les normes du ministère de la Santé en 1978 (« l'héritage » a du bon !), ce plan révèle qu'il y a trop de lits d'hôpital : 18 000 en excédent. Il va donc falloir « fermer » ces lits, en s'arrangeant pour que ces suppressions permettent de récupérer du personnel de certains services pour le muter dans d'autres.

L'Assistance publique se propose aussi de développer l'hospitalisation à domicile, les hôpitaux de semaine ou de jour. Ce serait, paraît-il, pour le bien des malades, à qui on veut éviter une hospitalisation trop longue. Des considérations fort légitimes mais qui, ici, ne sont que l'alibi pour une politique d'économies due à ce que l'Assistance publique appelle élégamment « la pression de la conjoncture ».

En fait, là aussi, il s'agit d'économiser du personnel, en particulier la nuit et le week-end où le problème du manque d'effectifs est crucial.

Résultat : le service public va se dégrader. Et le personnel des hôpitaux va voir sa charge de travail accrue sans création de postes ; la rotation accélérée des malades dans les services entraînera une surcharge de travail ; des fermetures de lits entraîneront des mutations de service ou d'hôpital. Et pour rentabiliser au maximum ses

effectifs, l'Assistance publique a trouvé le moyen : la « lutte contre l'absentéisme ». Avec la « justification » suivante : « L'effet d'une réduction d'un point du taux d'absence (rapport de l'absence sur le potentiel réel de travail) reviendrait à embaucher 700 personnes supplémentaires à l'Assistance publique ».

Voilà un argument remarquable, quand on connaît les conditions de travail actuelles dans les hôpitaux.

Sylvie MARECHAL

HÔPITAL Edouard-Herriot (Lyon)

Hôpital ou commissariat ?

Dans la nuit du 2 au 3 mai, trois jeunes immigrés se sont présentés blessés au Service médical d'accueil de l'hôpital.

Dès leur arrivée, ils ont demandé au personnel la possibilité de faire une déposition car, disaient-ils, ils venaient de se faire tabasser par plusieurs policiers en uniforme dans la banlieue lyonnaise. Les policiers les avaient accusés d'un vol de voiture qui venait d'avoir lieu.

Pour leur permettre de porter plainte, le personnel les a donc

mis en contact avec le policier de l'antenne de l'hôpital. Mais le ton monta vite entre ce policier et un des jeunes, il est vrai passablement énervé par les événements précédents. Le policier le menaça de lui « casser la gueule » et fit appel à la police de Bron.

Quelques instants après, une vingtaine de policiers, gradés en tête, débarquaient au Service d'accueil de l'hôpital.

Cette invasion avait pour but d'emmener les jeunes au commissariat pour les dissuader de

porter plainte. Mais les jeunes refusèrent de les suivre, car il semble bien qu'il s'agissait des mêmes policiers que ceux qui les avaient auparavant frappés. Le ton des policiers monta avec des menaces du genre : « Vous avez cherché la merde, eh bien ce n'est pas fini ».

La cheftaine du service s'est alors interposée, les soins que devaient recevoir deux d'entre eux n'étant pas terminés. Les policiers n'emmenèrent finalement qu'un seul jeune, qui revint peu de temps après... L'affaire était classée.

Dans notre courrier

La section CFDT de l'hôpital Esquirol de Saint-Maurice (94) nous écrit :

« Le personnel du pavillon Ritti bis (service du Dr Bouquerel, Hôpital Esquirol), a décidé de se mettre en grève le 17 mai 1984 et d'organiser une journée portes ouvertes afin que nul n'ignore les conditions déplorables d'hospitalisation offertes dans leur pavillon.

La « rigueur » et la restriction des crédits des travaux, qui l'accompagne, nous condamnerait à l'immuable si ce scandale n'éclate pas ».

Dans un tract que la section CFDT a joint, nous pouvons lire, sous le titre « Ritti bis en grève ! ».

« Nous avons été envahis par les asticots... Aujourd'hui

ce sont les blattes, les cafards, les araignées... Cet été nous aurons les mouches bleues !

Le plâtre tombe des plafonds. Les murs sont immondes, noirs et puants. La poussière accumulée s'accroche à nos cheveux. Les soins stériles sont une farce permanente. La pharmacie est un réduit insalubre. La cuisine aurait pu être décrite par Zola.

Les dortoirs sont sinistres et lugubres.

Bref, ras-le-bol !

On nous a promis la rénovation complète du service. Aujourd'hui, tout projet est abandonné : rien ne va changer, sauf si vous nous soutenez massivement le 17 mai. »

PLUS MALIN QUE MOI TU MEURS

Au Montage Chaudière, le vendredi avant la semaine de chômage technique, alors que nous avions débrayé parce que nous n'étions pas sûrs d'être payés, le chef d'atelier est venu nous faire un discours. Pour lui, il n'y avait pas lieu d'arrêter le travail. De plus, pour sauver l'entreprise, il était prêt à travailler gratuitement et nous conseillait d'en faire autant.

Qu'il veuille venir sans salaire à l'usine, c'est son problème, mais nous ne sommes pas prêts à le suivre. D'ailleurs c'est bien parce qu'on nous paie, et pas pour ses beaux yeux, que nous le supportons toute l'année. Quand il n'y a pas de paie, merci bien. Quant à l'avenir de l'usine, si ce chef était plus malin que les autres, ça se serait déjà vu.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chaffoteaux (Saint-Brieuc)

Badinter réforme la détention provisoire... mais elle a encore de beaux jours devant elle

La réforme de la procédure de mise en détention provisoire que le garde des Sceaux, Robert Badinter, a fait adopter le 15 mai par l'Assemblée nationale, vise à remédier à ce scandale des prisons françaises, occupées par des gens dont plus de la moitié n'ont même pas été jugés. Sur 41 000 prisonniers, plus de 21 000 sont ainsi en détention provisoire, dans l'attente de leur jugement. Et comme les prisons françaises sont surpeuplées, puisqu'elles ne contiennent théoriquement que moins de 30 000 places, les gouvernants ne se sont pas privés de dénoncer les uns après les autres cette pratique de la mise systématique en prison préventive de n'importe quel inculpé, pratique qui surcharge les prisons et qui est parfois cause d'injustices de taille, lorsqu'après avoir enduré des mois, voire des années de prison, dans l'attente de son jugement, un inculpé est reconnu innocent.

Jusqu'ici, les diverses recommandations aux juges d'instruction n'ont servi à rien. Mais avec le projet de Badinter, la mise en détention ne sera plus décidée par le seul juge d'instruction : il y aura obligatoirement un débat contradictoire entre le juge, l'avocat du prévenu et un représentant du parquet. Et le juge devra donner les motifs de son ordonnance de mise en détention provisoire. Et puis la durée de la détention sera limitée à quatre mois, renouvelables il est vrai, et ne saurait excéder un an... sauf dans des cas exceptionnels où elle serait portée à 16 mois. Bref, il sera tout de même possible de rester près d'un an et demi en prison sans avoir été jugé.

C'est qu'il est plus facile de dénoncer la détention préventive que de la supprimer réellement. Il est notoire que la justice est une énorme machine, impitoyable et lente. Les dossiers s'enlisent, s'empilent

et ce ne sont pas toujours les coupables les plus criminels qui moisissent derrière les barreaux.

Car, dans cette société, la richesse et la notoriété du prévenu constituent les

meilleures garanties que ses droits seront respectés (et parfois même qu'il sera intouchable). La fortune étant encore la chose la plus mal partagée, il est probable que les prisons ne

vont guère se désempaler, malgré la réforme de Badinter.

Mais pour une fois que la gauche au gouvernement tiendra ses promesses électorales... Vincent GELAS

Le gouvernement fait les poches des retraités

Non, les retraités ne sont pas oubliés. Dans sa politique de réduction du pouvoir d'achat des travailleurs, le gouvernement ne les épargne pas. En 1983, ils ont perdu 1,6 % par rapport à l'augmentation des prix telle qu'elle est calculée par l'INSEE, 4 % par rapport à l'indice de la CGT. Et le gouvernement compte parvenir à une baisse encore plus importante cette année, puisque deux revalorisations sont prévues, d'un montant total de 4 % seulement.

Quant aux 300 000 travailleurs en retraite au titre des contrats de solidarité ou du Fonds national de l'Emploi, ils n'ont droit qu'à 1,8 % en avril et peut-être — ce n'est même pas sûr — 2,2 % en juillet. En trois ans, selon L'Humanité, leur perte de

pouvoir d'achat atteint près de 20 %.

Mais cette politique ne fait pas que des mécontents. Il y a au moins quelqu'un qui comprend la politique sociale du gouvernement, c'est Chotard, vice-président du CNPF, qui a déclaré : « Après tout, dans un pays industrialisé, les retraités ne peuvent être à l'abri des à-coups économi-

ques, pas plus que les salariés » (cité par L'Humanité du 11/05). Autrement dit, il n'y a que les patrons qui, eux, doivent être à l'abri. Et les patrons n'ont pas besoin de siéger au gouvernement pour que celui-ci applique des mesures conformes à leurs vœux. Ils peuvent se contenter de commenter ce que font les ministres socialistes et communistes.

Les jeux sans pain

La victoire de Metz en coupe de France de football est vraiment bien tombée ! La presse a parlé de « dignité retrouvée » et de « revanche », en faisant allusion au mauvais coup du « plan acier » pour la Lorraine. Avec le gouvernement, ils ont le cynisme de penser que ça peut mettre du baume dans le cœur des Lorrains et les aider à supporter les sacrifices.

Alors nos gouvernants ont exprimé leur satisfaction. Mauroy était content et Mitterrand,

qui assistait au match, a déclaré : « Metz m'épate » ; « Lorsqu'on les voit se défendre aussi bien, ça fait plaisir. Ils ont toujours été capables de se sortir des mauvais pas ». Tout ça n'a pas empêché Mitterrand de se faire siffler à son arrivée au Parc des Princes, après que les CRS eurent fait enlever une banderole qui lui était hostile. Car les Lorrains ne sont pas dupes. Quant à la revanche en question, c'est sur le terrain des luttes qu'elle se jouera.

La carapette rose

Les godillots du PS n'ont pas tardé à emboîter le pas à Mitterrand, pour prendre les patrons dans le sens du poil. Mitterrand n'avait-il pas déclaré, dans son interview au journal Libération, qu'il était favorable à une économie mixte ? Louis Mermaz, président socialiste de l'Assemblée nationale, n'a pas tardé à en rajouter. Il a ainsi déclaré à Poi-

tiers : « Nous avons toujours été pour deux secteurs : un grand secteur public géré de façon dynamique et, à côté, un immense secteur d'économie privée. Nous sommes pour que les entreprises fassent le maximum de profits, avant de les redistribuer ».

C'est exactement ce que les patrons réclament !

Ceux qui ne coulent pas

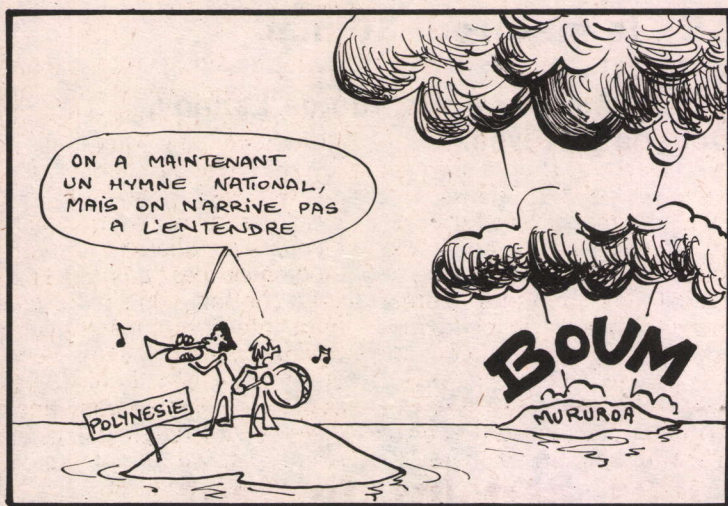
Qui va payer le déficit de la société AMREP, constructeur de plates-formes pétrolières ?

AMREP en effet a été cédée par ses actionnaires le 10 avril dernier à Bouygues. Or Bouygues, après examen de la situation de la société, affirme que le déficit de celle-ci se monterait à plus d'un milliard de francs et se refuse à le combler, mettant ainsi en balance l'emploi de 7 000 salariés. Derrière l'ancien propriétaire de l'AMREP, il y avait la CFP et

une filiale de Paribas. Avec Bouygues aujourd'hui, il y a Elf-Aquitaine. Des sociétés qui ne sont pas sur la paille. Bouygues disposerait par ailleurs d'une réserve de trésorerie de 2,7 milliards de francs. Mais tous ces gens-là se renvoient la balle et pleurent auprès de l'Etat pour que ce soit lui qui mette les fonds. Si l'AMREP fait naufrage, tous ceux qui en ont tiré profit par le passé, et tous ceux qui voudraient pouvoir continuer à le faire, ne sont pas prêts, eux, à boire la tasse.

Statut de la Polynésie

Rien de bien nouveau sous le soleil



La Polynésie a un nouveau statut lui conférant « une plus large autonomie », selon les termes officiels.

Le gouvernement local, issu de l'Assemblée territoriale déjà existante, aura davantage de compétences en ce qui concerne les relations extérieures dans le Pacifique-Sud, l'exploitation des 200 milles autour du territoire, les investissements étrangers inférieurs à 55 millions de francs et le premier cycle de l'enseignement secondaire.

Tout le reste — monnaie, relations extérieures et commerce extérieur, justice, maintien de l'ordre et défense — est maintenu entre les mains de l'Etat français.

Cette « autonomie » va sans doute permettre à l'actuel vice-président du Conseil du gouvernement, le RPR Gaston Flosse, de devenir président du gouvernement autonome. Et, comme le souligne le journal Le Monde, la Polynésie aura son drapeau et son hymne !

Les Polynésiens, eux, auront toujours les bases d'essais nucléaires, qui constituent, elles, le vrai « statut » de la Polynésie et dont les retombées seront certainement plus importantes que celles du nouveau statut.

Le Penzizi

Pourquoi les pays européens sont-ils plus « avancés » que d'autres ?

Pour Le Pen, la réponse est évidente, et il l'a donnée le dimanche 13 mai, en présentant sa liste pour les élections européennes : la France et les autres pays européens ont eu la chance de posséder des climats tempérés, dans lesquels « la sexualité retardée expliquait le développement intellectuel exceptionnel de nos civilisations ».

Et il en profitait pour jeter un cri d'alarme contre les rapports sexuels des jeunes. « On n'a pas vu que l'abaissement de l'âge des rapports sexuels a des répercussions dramatiques, non seulement sur la qualité de l'amour, (...) mais aussi sur le développement intellectuel ».

Mais bon sang, bien sûr ! Tout s'explique ! Si certains rêvent de se transformer en Jeanne d'Arc ou en Charles Martel et de renvoyer les immigrants dans leur pays d'origine, en s'imaginant bêtement que cela supprimera le chômage, c'est parce que leurs pulsions sexuelles précoces ont empêché leur intelligence de se développer !

Au nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite

Liste conduite par

Arlette Laguiller

Lutte Ouvrière

1 Arlette LAGUILLER

- | | | | |
|--|---|---|--|
| 2 Désiré NOGRETTE
Ouvrier, Chausson-Asnières (Hts-de-Seine) - Militant syndical | 21 Yves THORAVAL
Technicien SNECMA, Corbeil-Essonnes - Militant syndical | 41 Colette CORDAT
Infirmière, Bourges - Syndicaliste | 61 Laurence BOULINIER
Employée UAP Paris - Syndicaliste |
| 3 Daniel BÉNARD
Ouvrier Renault-Flins (Yvelines) Syndicaliste | 22 Jean Louis GAILLARD
Ouvr., Roussel UCLAF Romainville (93) - Responsable syndical | 42 Jean François POZZAN
Ouvrier, CEGEDUR-Angers - Responsable syndical | 62 Marie-Christine PERNIN - Laborantine, Hôpital Edouard Herriot - Lyon - Responsable syndicale |
| 4 Marina PODGORNÝ
Employée CRAMIF, Paris 19 ^e - Militante syndicale | 23 Jean-Pierre SCAGLIA
Ouvrier, Schlumberger-Montrouge (92) - Responsable syndical | 43 Monique GODDE
Infirmière, Paris - Syndicaliste | 63 Patrice CRUNIL
Ouvrier, SNECMA-Gennevilliers (92) - Militant syndical |
| 5 Christian DRIANO
Ouvrier, Peugeot-Sochaux - Militant syndical | 24 Patrick RAMPIONI
Contrôleur-mécanicien, Thomson Levallois (Hts-de-S) - Syndicaliste | 44 Michelle LOUX
Aide-chimiste, Roussel-UCLAF Romainville - Responsable syndicale | 64 Yves PETIOT
Ouvrier, RVI, Lyon - Syndicaliste |
| 6 Chantal CAUQUIL
Employée, AGF-Paris 2 ^e - Déléguée du personnel | 25 Raymond MADEC
Infirmier, Rennes - Militant syndical | 45 François GARCIA
Empl., MGF Le Mans-Syndicaliste | 65 Jean-Paul RIGOLLET
Ing.SNIAS Les Mureaux-Syndicaliste |
| 7 Monique NIANG
Employée Chèques Postaux, Dijon - Militante syndicale | 26 Jean-Marie CLOREC
Ouvrier, Chantiers Navals, La Ciotat (B. du R.) - Syndicaliste | 46 Alain LE FOL
Employé, Chaffoteaux, St Briec (Côtes-du-Nord) - Militant syndical | 66 Agnès LEFEBVRE
Infirmière Lille-Responsable syndicale |
| 8 Jean-François MAS
Ouvrier SAFT Bordeaux-syndicaliste | 27 André LANCITEAU
Ouvrier, Renault-Billancourt - Militant syndical | 47 Michel SCHMIDT
Dessin. N. Schlumberger, Guebwiller (Ht-Rhin) - Responsable syndical | 67 Jean-Claude GRIFFOUL - Ouvrier, RATP, Paris - Militant syndical |
| 9 Georges MESTRES
Ouvrier, Jeumont-Schneider, Lyon - Responsable syndical | 28 Claudine ROUSSE
Infirmière, Limoges - Syndicaliste | 48 Éliane LACAILLE
Secrét. médicale Belfort-Syndicaliste | 68 Serge FRANCESCHINA
Ouvrier, Rhône-Poulenc, Vitry-sur-Seine (Val-de-M.) - Militant syndical |
| 10 Christiane HAUCHÈRE
Empl. Chèques Postaux, Orléans La Source - Militante syndicale | 29 André MOULIN
Ouvrier Creusot-Loire, St-Chamond (Loire) - Militant syndical | 49 Paule LAURON
Empl. Caisse de retraite, St-Quentin en-Yvelines - Militante syndicale | 69 Germaine BAUER - Empl. Crédit Lyonnais Paris - Syndicaliste |
| 11 Paul PALACIO
Ouvrier, Renault-Billancourt - Militant syndical | 30 Gilles BARRAULT
Ouvrier Michelin-Cholet-Syndicaliste | 50 Michel DEBŒUF
Ouvrier, Leroy-Somer, Angoulême - Responsable syndical | 70 Noël HENNEQUIN
Ouvr., Peugeot Sochaux-Syndicaliste |
| 12 Roland SZPIRKO
Ouvrier, Chausson-Creil (Oise) - Responsable syndical | 31 Annie SOUCHON
Employée CAF Paris - Syndicaliste | 51 Michel BRETON
Agent tech. Thomson-Gennevilliers (92) - Militant syndical | 71 Michel JÓUANNIN
Dessinateur Alsthom-La Courneuve (93) - Militant syndical |
| 13 Chantal SORNIN
Employée SNCF, Tours - St-Pierre des-Corps - Militante syndicale | 32 Josiane DUBOIS
Ag. technique, Thomson-Colombes (Hts-de-Seine) - Militante syndicale | 52 Pierrette MORINAUD
Enseignante, Strasbourg | 72 Marina SALA
Employée URSSAF Montreuil - Syndicaliste |
| 14 Juan HERÉDIAS
Ouvrier Renault-Cléon (Seine-Mme) - Militant syndical | 33 Annie COUSIN
Infirmière, Troyes - Syndicaliste | 53 Jean-Paul MACE
Ouvrier, Chausson-Gennevilliers (94) - Militant syndical | 73 Régis DEBLIQUI - Ouvrier Lever Haubourdin (Nord) Syndicaliste |
| 15 Robert ROIG
Dessin. SNIA Toulouse-Syndicaliste | 34 Jacqueline LE NAOUR
Empl. Séc. Soc. Lorient-Syndicaliste | 54 Roland VIROT
Ouvr., Peugeot-Dijon - Syndicaliste | 74 Jacqueline LAMBERT
Ouvrière, Bourgogne-électronique Dijon - Militante syndicale |
| 16 Dominique WAILLY
Ouvrier, Massey, Lille - Syndicaliste | 35 Gérard NEIS
Siderurgiste, Usinor Neuves-Maisons (M et M) Militant syndical | 55 Jean-Jack LACARRÈRE
Empl. Tri PTT Paris - Syndicaliste | 75 Alain LUGUET
Ouvr., Renault-Flins - Syndicaliste |
| 17 Roland CALMEL
Ouvrier, Rhône-Poulenc, Pont-de-Claix (Isère) - Responsable syndical | 36 Annie RIEUPET
Employée Chèques Postaux, Paris 15 ^e - Militante syndicale | 56 Gisèle LAPEYRE
Laborant. CHU Rouen-Syndicaliste | 76 Yves GUILLEMOT
Ingénieur, General Motors, Gennevilliers - Militant syndical |
| 18 Marie-France BELIN
Employée, Alsthom, St-Nazaire - Militante syndicale | 37 Véronique SANSON
Ouvrière, Schlumberger-Montrouge (92) Militante syndicale | 57 Louis PIROIS
Technicien, Thomson-Bagneux (Hts-de-Seine) - Militant syndical | 77 Georges MILLOT
Agent administ., Hôpital Beaujon Clichy (92) - Militant syndical |
| 19 Bernard THIERRY
Siderurgiste, Sacilor-Gandrange (Moselle) - Militant syndical | 38 Maurice CHAYNES
Employé PTT, Montpellier | 58 Anne-Marie LAFLORENTIE - Dactylo, Thomson-Toulouse - Syndicaliste | 78 Patrice GOUJON
Enseignant, Le Havre |
| 20 Josiane MAINVILLE
Infirmière Clermont-Fd. Syndicaliste | 39 Marie-France ROCHE
Aide-soign., Besançon - Syndicaliste | 59 Catherine GUIDOT
Empl. BNP Paris - Déléguée du pers. | 79 Yves PUIG - Ag. technique CGCT Paris Conseiller prud'homme |
| | 40 Laurence VIGUIE
Employée, Renault-Billancourt | 60 Dominique GEINDREAU - Cheminot, Villeneuve-Triage (94) - Syndicaliste | 80 Georges ABELLAN
Ouvrier AZF-Toulouse - Syndicaliste |
| | | | 81 Jean-Marie BENITO
Facteur, Paris 18 ^e - Militant syndical |

LES MEETINGS DE

Avec la participation d'Arlette Laguiller, Lutte Ouvrière organise un certain nombre de meetings, tant en province qu'à Paris.



C'est ainsi qu'Arlette LAGUILLER parlera à :

- **ROMBAS - le samedi 26 mai à 15 h**
Salle des Fêtes
- **STRASBOURG - le samedi 26 mai à 20 h 30**
Salle de l'Aubette, Place Kléber.
- **BOURGES - le lundi 28 mai à 20 h 30**
Salle Calvin (rue Mirebeau)
- **MARSEILLE - le mardi 29 mai à 20 h 30**
Salle de la Mutualité, 1, rue François-Moisson (angle Bd, des Dames), M° Joliette (sortie rue de la République)
- **LILLE - le mercredi 30 mai à 20 h 30**
Salle des Fêtes de Fives, rue de Lannoy, M° Douane du Fives.

En 1981, certains disaient
qu'Arlette attaquait trop la gauche

Mais aujourd'hui
c'est la gauche
qui attaque
les travailleurs

Le 17 juin,
votez pour la liste
conduite par Arlette Laguiller

FAIB
DEVA
DUR
ENV
CE
N'E

Le
vou
la
co

LA CAMPAGNE

D'autres meetings sont prévus à :

DIJON, le 4 juin
ROUEN, le 5 juin
LYON, le 6 juin
RENNES, le 7 juin
BORDEAUX, le 13 juin
TOULOUSE, le 14 juin
et PARIS, le vendredi 15 juin

CONTRE LE PATRONAT,
CONTRE LES CHÔMEURS,
CONTRE LE GOUVERNEMENT
ET PAS DE GAUCHE.

Le 7 juin,
voterez pour
le Manifeste de Lutte Ouvrière
présenté par Arlette Laguiller

Collez les affiches de la campagne

Tous nos sympathisants, tous nos amis, tous ceux qui peuvent nous aider à faire entendre la voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite en collant les affiches de la campagne, sont les bienvenus.

Nous avons besoin de l'aide de tous, pour que nos affiches soient vues malgré les gros moyens dont disposent les grandes formations pour faire coller les leurs et... recouvrir celles des autres.

Vous pouvez vous procurer dès maintenant les affiches de la campagne en écrivant à :

Lutte Ouvrière
B.P. 233
75865 Paris Cedex 18

Aidez-nous financièrement VERSEZ A LA SOUSCRIPTION

Nous publions ci-dessous une deuxième liste de ceux qui nous ont d'ores et déjà aidés à engager les frais de cette campagne. Ces frais sont considérables et les petites organisations ne seront pas remboursées de leurs frais, alors que les quatre grands partis le seront très largement. C'est dire que nous avons besoin de l'aide de tous ceux et de toutes celles, travailleurs, travailleuses, hommes et

femmes de gauche, qui ont envie de dire leur colère contre la politique que la gauche au gouvernement mène depuis trois ans.

Nous remercions tous ceux qui ont déjà mis la main à la poche. Nous poursuivrons dans les prochains numéros de *Lutte Ouvrière* la publication de toutes les sommes versées.

Souscrivez, faites souscrire autour de vous.

LISTE N° 2

PARIS ET REGION PARISIENNE
Cances, 50. Jeanne D., 50. Claude, 40. Aran, Alsthom St-Ouen, 20. Hawaian, Alsthom St-Ouen, 20. F.B., 15. X, 10. Renée, 100. Maryse, 100. Don anonyme, 45. Un copain du PC, 35. Straus, 200. Heldmann, 500. Hallard Didier, 200. Baignieux, 25. Mère d'un militant, 50. Sympathie à LO, 50. Pascal, 100. Hubert, 100. B. Lagneau, 170. J.-P., LCR, 40. AS, Air France, Roissy, 30. A.S., Air France Roissy, 30. J.-C., PTT tri Austerlitz, 50. Ri, 26. Triquet, 25. Galliène Raymond, 15. Abellan Michel, 25. Blanco Albert, 20. Un sympathisant, 20. Géronimi, 200. MTH, 200. Jolly, 200. Max, le pro, 50. Jules, le leader, 50. Françoise, 100. Brigitte, 30. Jean-Pierre, 30. Dominique, 50. Marie-France, 20. Simone, 50. Hurnot, 100. P. Véronique, 100. Djamnazi Khadija Youssef, 100. Anne, 65.

UNIVERSITE PARIS VII (Jussieu)
Philippe J., 100. Henry P., 30. Pierre K, 20. Michèle M., 50.

LYCEE de NOIZY-LE-SEC
François, 100. Marc, 100. Yolande, 100. Pépé et Mémé, 20. Loulou, 150. Gallet, 30. Pierre, 50. Parmentier, 50. Landron, 100. A. Dussel, 100. Bazire, 50. Piriou, 20. Le Breton, 50.

L.E.P. D'ALEMBERT - Aubervilliers
Annie, 30. Joëlle, 50. Nino, 30.

LYCEE LE CORBUSIER - Aubervilliers.
Champsavoir, 20. Niemann, 50. Sergio, 30. Julien, 200. Pour la voir à la télé, 20. Christian Bang R., 10. Anonyme, 20. Kubzek, 10. Lycée, 10. Viviane, 180.

AUBERVILLIERS Principal
H.L., 50. Gabriel, 100. MN-AM, 50. Une dame, 30. Joseph Manuel, 20. Leleu, 10. Deux dames, 8.

ARGENTEUIL
Mme Farcy, mère de famille, 30. Mme Serre, 50. G. Mariette, 100. Mme S., 32. Mme M., 30. Nadine, 50. J. Rognant, 50. Michèle, 12. Mohamed, 20. Robillot, 50. Hamid, 5. Gilbert, 10. Pierre, 50. Odile, 10. Danièle, 50. J. et J. Mariette, 300. Christiane, 50. Robert, 20. Michel, 50. Anonyme, 10. Catherine, 101. Sympathisante, 200. Crespi Françoise, 50. Une sympathisante, 50. M.F., 100. Danièle, 50. M. et Mme B., 20. Marcelle, 20. Roland, 50. Mme B., 70. Christiane, 50. Philippe, 20. Annick, 30. Mireille, 20. Denis, 20. Gérard, 50.

CRETEIL
Christophe, 100. Clarence, 300. Alex Edouard, 10. Christine Passy, 50. Le Hegaret Odette, 15. Koiate, 15. Chauvel, 15. Yakoubi, 10. Caillet Jacqueline, 20. Françoise Cautou, 70. Cherma Christine, 20. Caroline Balkans, 20. Catherine Launay, 25. Valérie Dutelle, 20. Patrick Leymaie, 30. Eugénie Grandet, 10. Martine Foucaud, 20. Luis, 10. Eugène Ernest, 10.

AULNAY : Serge Louvel, 100. ORSAY : Henry, 50.

GENERAL MOTOR GENNEVILLIERS

Un ingénieur, 100. Un ingénieur méthodes, 200.

CNCA :
Yves Jungné, 50. Catherine, 50. Complément, 2.

CCP BOURSEUL
Pilar, 100. Se, 50. Maryvonne, 50. Corinne, 100. Guillemette, 100.

UAP LE PELLETIER :
Chantal, 50. Martins Eduardo, 100. Une syndicaliste FO, 200. Gallou,

150. Ghezzi, 20. Godard, 20. Foyex Albert, 10. Thouvenin Vincent, 60. Moyen, 30. Michel Kehrnnon, 500.

ROUSSEL UCLAF - Romainville
Paulette, 60. Rolande, retraitée, 50. Martins, 150. Djamel, 50. Gillard, 20. Antoine, 20. J.-C. Martin, 15. Mejeri, 15. René, 10. Pierrot, 20. Joël Gelbon, 100. Francillette, 20. Verniquet, 10. Walaszek, 50. Jean-Louis Gaillard, 200. Khaled Saadni, 50.

CLINIQUE VILLA DES PAGES
Grace, 40. Joël, 10. Monique, 20. Bernadette et Michel, 500. Florence, 20. Maria, 10.

CHEQUES POSTAUX - Montparnasse
Cathy, 50. Domi, 50. Maurice, 50. M. Christine, 50. Anne, 100. Jacques, 50. Mireille, 50. Monique, 100. Philippe, 100. Frenillot, 100. Gégé, 50. Christine, 100. Maryvonne, 30. Brigitte, 50. Cathy, 50. Anne-Marie, 30. Marie-Jo, 50. Martine, 40. Brigitte, 150. Michèle, 50. Josy, 50. Bruno, 100. Christine, 30. Une copine, 50. Toru, 50.

CENTRE DE TRI POSTAL PLM (Paris)
Louré Daniel, 100. Bébert, 100. Pellegri, 100. B.D., 100. Anon, 100. PTT TRI AUSTERLITZ
Patrick, transbordement, 100. Gérard, transbordement, 100. Un postier, 10. Un autre postier, Paris-La Rochelle, 100. Gérard, 50.

CREDIT LYONNAIS, SIEGE (Paris)
Sylvie, 300. Maryse, 100. Une copine, 10. Merten, 100. Raut, 50. Dumont, 50. Une copine, 30. Anonyme, 30. Incognito, 50. Bouvier, 100. Un cadre, 200. Sandra Rosendale, 150. Sylvie, 10. Josiane, 30. Philippe Labez, 20. Richard, 50. Gaston, 10. Frank, 50. Jacqueline, 20. Anonyme, 20. Anne-Marie, 50. Christine, 20. Angèle, 10. Daniel, CL, 100. Une « pauvre » commerçante, 100. Lionel, 50. Anonyme, 20. Anonyme, 30. Michèle, 20. Nicole, 50. Claire, 50. Christian, 100. Denis, 50. Dominique, 50. Gustave, 50. Choquet Michel, 100. Jehanno Yvette, 50. Legraët J., 30. Raquil Gisèle, 50. Employée CL, 50. Guimberteau, 20. Cadre CL, 50. Alain, 50. Jean-Pierre, 20. Christine, 20. Nicole, 50.

CREDIT LYONNAIS - La Défense
Marie-Jo, 200. GC, 150. Paul, 100. Un ami italien, 100. Philippe, 100. Nguyen, 43. Patricia, 20. Martine, 50. Jean-Pierre, 25. Michel, 30. Françoise, 100. Philippe, 50. Armand, 200. Claude, 100. André, 20. Evelyne Quinton, 250.

GROUPE MALAKOFF
ST-QUENTIN EN YVELINES
D. Tognoli, 20. A Lhomme, 30. Marinette, 30. Agnès, 50. Micheline, 100. Magny, 100. Denise, 100. Daniel, 1 000. Noëlle Lagrange, 200.

ALSTHOM - Le Bourget
De Cia J. Marie, 50. André J. Marc, 50. Alain, 130. Roussel Jean-Pierre, 50. Girardot J. Michel, 50. Pour le pluralisme, Bouazis N, 30. Gay Serge, 20. Rizo Norbert, 20. Jean-Claude, 100.

THOMSON VELIZY
Un travailleur, 30. Un jeune fraiseur, 50. Philippe, 30.

RENAULT FLINS
Un ouvrier, 100. Un sympathisant, 100.

BOBIGNY - DRANCY
Un retraité, 10. Un chômeur, 10. Un comptable exploité, 15. Un travailleur, 20. Un sympathisant, 50.

DIVERS PROVINCE
Jacques, Dunkerque, 200. Haff, Aube, 100. Jenei Eugène et Moni-

Demandez à vos amis, à votre famille, vos voisins, vos camarades de travail de nous aider aussi, afin que la voix des travailleurs révolutionnaires puisse se faire entendre le plus fort possible dans cette campagne.

Versez sur les listes présentées par les militants de Lutte Ouvrière ou envoyez vos versements à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10 R.

que, Berck, 150. Flo, Ardèche, 500. Yvan et Mylène, La Rochelle, 50. M. et Mme Pinier, La Rochelle, 100.

DREUX
Enseignants, 40. Employée municipale et instituteur, 150. Touchet, ouvrier, 44. Carraseo, 100.

AISNE
Massard, 100. Scariot, 100. Ivan, 100. Mumure, 100. Mons, 46.

NANTES
Laurette, 50. Bob, 100. Teka, 50. Pierrot, 70. Danielle, 60. Hélène, 50.

LE MANS
Yves, 10. Claude, 20. Pascal, 100. Christophe, 50. José, 10. Serge, 5. Christelle, 10. Létitia, 100. Emmanuel, 10. Anne, 75. Stéphane, 75. Joceline, 20. Jean-Michel, 50. Xavier, 50. Myriam, 10. Dessinatrice, 20. Régine, 20. Jean-Marc, 20. Guillou, 10. Hélène, 50. Odile, 20. Laurent, 20. Sylvie, 10.

MGF - LE MANS
Didier, 25. Laurent, 15. Michel, 15. Gravier Alain, 10. Pascal B, 10. GL, 10. MT Bidon, 10. Employée TNS, 10. Employée TNS II, 10. Sympathisant TNS, 10. Employée DA, 20. Baurveuf H, 20. Del Tedesco, 10. Biton J., 10. Employé CX, 20.

MULHOUSE :
Un lecteur du journal, 100. Simel de Berne, 37.

MONTBELLARD
Diez Anne-Marie, 100. Prof, 100.

SOCHAUX
Joël TS, 200. OP, sympathisant Peugeot, 100. TC, ouvrier Peugeot, 50.

BESANÇON
Brigitte Téjon, 300. Gisèle, 50. Léon, 50. Dominique Bonnet, 20. Joëlle, 100.

RENNES
Une copine, 150. M. Le Corre, 100. Un sympathisant, 100. Jacq, 100. Une chômeuse, 30. Piot Jacqueline (chômeuse), 50. Un ouvrier, 40. Un employé, 20. Sarret, 50. Bouliou, 50. Brigitte, 50. Bardoux, 20. Repesse, 30. Lycéens de Jean Macé, 70. Sympathisant, 200. Un retraité de la ville-Lelièvre, 200. Une mère de famille, 20. Evelyne, 100. Une ouvrière retraitée, 50. Un ouvrier retraité Chaffoteaux, 20.

POITIERS
Jamet D., 50. Geoffrion C., 20. Sympathisante, 50. Sympathisant, 40. Rivière A., 20. Aljawa, 10. Eric Estrade, 5. Nadine, 5.

ST-BRIEUC
Philippe, 100. Marie-Joëlle, 50. Roselyne, 20. Jacqueline, 20. Pierre, 20. Riou, 30. Le Guellec, 30. Mme Hamet, 30. Jean-Claude, 30. Aimée, 30.

GRENOBLE-GAP
M. Aubaud, 10. Un agriculteur des Hautes-Alpes, 100. Max et Marlène, 200. Une sympathisante, 250.

LILLE :
Marie-France, 30. Odette, 140. Serge et Christine, 50. Pascal et Gisèle PTT, 150. Daniel, CHR Lille, 100. Robert licencié de Massey Ferguson, 100. Ghislaine et Jean-Luc, ouvriers métallurgistes, 100. Van Sanoe, 100. Monfiliette, 100.

TOTAL DE LA 2^e LISTE :
41.833 F

TOTAL
DES SOMMES
PUBLIÉES
A CE JOUR :
55.455 F

Face au corporatisme des syndicats, les mineurs en grève peuvent unifier les luttes



Le 14 mai, 15 000 mineurs venus de tous les bassins du pays se sont rassemblés à Mansfield, une petite ville qui se trouve en plein cœur du bassin minier du Nottinghamshire, le dernier qui ne soit pas en grève.

Après une longue série de piquets de grève devant les puits de ce bassin, auxquels des milliers de mineurs du Yorkshire, du pays de Galles, du Kent et même d'Ecosse ont participé au cours des dernières semaines, ce rassemblement était un peu présenté par les dirigeants du syndicat des mineurs comme une ultime tentative d'entraîner le bassin dans le mouvement.

Mais, bien que plus de la moitié des puits du Nottinghamshire se soient trouvés représentés à Mansfield, seulement un tiers des mineurs du bassin sont effectivement en grève à l'heure actuelle. Et même si la production du bassin n'est plus qu'à 60 % de son niveau normal, il faut bien constater que les puits n'y sont pas paralysés et qu'il y a peu de chances qu'ils le soient de sitôt.

Dans tout le reste du pays, en revanche, le mouvement reste solide et les piquets de grève sont toujours aussi nombreux après 10 semaines de grève. De nouvelles centrales thermiques ont dû être fermées, faute de charbon, portant à huit le nombre des centrales paralysées par la grève. D'ailleurs, selon des chiffres publiés par le quotidien *Times*, et que le gouvernement s'est abstenu de démentir, la production d'électricité à partir du charbon est tombée de 82 % du total produit à moins de 50 %. Et le syndi-

cat des mineurs a décidé d'étendre le blocus des centrales thermiques aux centrales à fuel, dans l'espoir de toucher l'approvisionnement en électricité de la grande industrie.

Mais ce qui est sans doute le plus encourageant pour les grévistes, ce sont les signes de solidarité qu'ils ont reçus de la part d'un grand nombre de travailleurs.

Ainsi, lors de la journée d'action organisée en Ecosse par l'ensemble des syndicats, le 9 mai, et bien que les syndicats se soient abstenus de tout appel à la grève, des dizaines de milliers de travailleurs ont fait grève pour soutenir les mineurs : les transports ont été paralysés, mais aussi les chantiers navals de la Clyde, la plupart des docks et jusqu'à la base de fusées Polaris de Faslane où la totalité des 1 300 ouvriers civils ont fait grève. Depuis, il y a eu bien d'autres gestes, comme le vote des équipages de remorqueurs de la Clyde qui ont décidé de boycotter tous les transports de charbon et de fuel, ou la décision d'une assemblée de délégués des dockers écossais qui a voté la grève générale dans tous les ports d'Ecosse au cas où les Charbonnages tenteraient de nouveau, comme cela s'est déjà fait une fois, de faire décharger des navires transportant du charbon par des jaunes.

Tous ces gestes de solidarité sont encourageants, non seulement parce qu'ils montrent que les mineurs ne sont pas aussi isolés que le gouvernement voudrait leur faire croire, mais aussi parce qu'ils laissent entrevoir la possibilité que d'autres travailleurs se joignent au mouvement des

mineurs avec leurs propres revendications. Après tout, ce ne sont pas les menaces de suppressions d'emplois qui manquent, que ce soit dans les docks, les chantiers navals ou les chemins de fer. Et justement les cheminots sont sans doute ceux qui, jusqu'à présent, ont contribué le plus activement à la grève des mineurs, en refusant d'assurer les transports de charbon par voie ferrée.

Dans le cas des cheminots, qui sont sur le point de démarrer un mouvement national sur les salaires et contre les 14 500 suppressions d'emplois qui les menacent, il paraîtrait tout simple et naturel qu'ils joignent leurs forces à celles des mineurs. Mais tel n'est pas l'avis de leur principal syndicat, le NUR. En effet, celui-ci vient de décider une grève des heures supplémentaires à partir du 30 mai, et rien d'autre pour l'instant.

Et cet exemple montre bien quel est le principal ennemi des mineurs en grève : c'est le corporatisme dans lequel voudraient les enfermer les dirigeants, y compris ceux du syndicat des mineurs. Et pour éviter cette impasse, il ne peut y avoir qu'une seule voie pour les mineurs : passer par-dessus les dirigeants syndicaux et s'adresser eux-mêmes aux autres travailleurs. Ils disposent pour cela d'un atout de poids : l'autorité que leur confèrent les deux mois de grève qu'ils ont derrière eux, une autorité qui pourrait peut-être leur permettre de regrouper autour d'eux les travailleurs anglais qui en ont assez de payer la crise sans jamais riposter.

François ROULEAU

Un craquement avant le krach ?

La Continental Illinois, neuvième banque des Etats-Unis, vient d'échapper de peu à la faillite.

Pour enrayer la chute de ses actions et les retraits des dépôts des prêteurs, il a fallu qu'un consortium de seize banques américaines vole à son secours en lui ouvrant une possibilité de crédits équivalant à 40 milliards de francs. Une aide financière aussi importante ne s'était encore jamais vue, et elle s'est accompagnée de la création par la Réserve fédérale des Etats-Unis d'un fonds de garantie (équivalant à plus de 40 milliards de francs) destiné à soutenir le consortium.

Toute cette générosité n'est évidemment pas désintéressée : les financiers américains savent bien que, si une banque importante fait faillite, d'autres risquent de suivre, car les intérêts des différentes banques s'enchevêtrent inextricablement. Un effondrement total du crédit et une panique monétaire incontrôlable pourraient s'ensuivre.

Pendant des années, les grandes banques internationales se sont enrichies en prêtant de l'argent à des taux élevés à pratiquement tous les pays du globe. Tant

que les affaires marchaient bien, les gouvernements arrivaient, vaille que vaille, sinon à rembourser les sommes prêtées, du moins à verser les intérêts de leurs dettes. Avec la crise, de plus en plus de pays se sont avérés incapables de continuer.

Pour sa part, la Continental Illinois, qui avait déjà perdu de l'argent dans le krach d'une de ses filiales en 1982, aurait plus d'un milliard de dollars gelés en Amérique latine et qui ne lui rapporteraient plus rien. Elle a déclaré avoir perdu l'équivalent d'un milliard de francs rien que pour le 1^{er} trimestre 1984. C'est ce qui a entraîné une baisse des actions et la panique des déposants, qui ont commencé à retirer leur argent de la banque.

Les banques s'enrichissent en empruntant puis en prêtant à leur tour cet argent, mais tout cet édifice ne peut fonctionner que grâce à la confiance. En cas de panique, tout le système peut s'écrouler comme un château de cartes.

Cette fois, le réseau bancaire américain et le système monétaire international ont tenu. Mais pour combien de temps ?

Joëlle GÉRARD

Les passagers clandestins aux requins

Faisant route du Kenya vers Karachi, le capitaine d'un cargo grec a fait jeter à la mer, le 17 mars dernier, onze enfants et adolescents africains qui s'étaient embarqués clandestinement sur son bateau. Après avoir été frappés, mis en cale puis aspergés de gaz de « mort aux rats », ils ont été abandonnés en pleine mer, dans une zone infestée de requins, avec des gilets de sauvetage sur lesquels le nom du cargo avait été effacé, pour plus de prudence.

A leur débarquement au Pirée — le port d'Athènes — quatre marins ont raconté les faits. Et bien que le capitaine ait expliqué qu'il y avait une mutinerie à bord (ce qui lui donne

droit de vie et de mort sur tout son équipage), il a été arrêté avec ses complices.

C'est une barbarie que l'on pouvait croire d'un autre âge. Mais que cela ait pu se dérouler à bord d'un cargo grec rappelle que, sous le pavillon de complaisance de ce pays, naviguent un grand nombre d'équipages, sous la dépendance de capitaines qui peuvent, comme on l'a vu, avoir d'autant moins de scrupules qu'ils sont sans contrôle.

Les grosses compagnies qui les utilisent n'étant, elles, pas regardantes sur les rapports humains qui règnent à bord, pourvu que la cargaison parvienne à bon port et au plus bas prix possible.

Les travailleurs votent la grève, le syndicat choisit les coups d'épingle

Le patronat de la métallurgie ouest-allemande fait planer la menace, à partir du mardi 22 mai, d'un lock-out des travailleurs de la métallurgie du sud-ouest du pays. Ce chantage constitue une réponse du patronat à la grève stoppant la production, dans plusieurs usines, de pièces de l'industrie automobile de la région de Stuttgart.

Des piquets de grève ont été mis en place lundi 14 mai devant les ateliers de 14 entreprises de la région de Stuttgart, pour la plupart productrices de pièces pour l'industrie automobile. Le syndicat de la métallurgie, l'IG Metall, avait sélectionné ces usines et appelé les 13 000 syndiqués (sur un effectif de 18 000 personnes) qui y travaillent à la grève illimitée pour la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaires.

Le patronat et le gouvernement ouest-allemands, relayés par la presse, se sont employés ces derniers mois à condamner et à dénigrer la revendication des trente-cinq heures. Ils avaient d'abord affirmé, sondage à l'appui, que les travailleurs n'y étaient pas favorables. Ensuite, ils ont contesté que le vote des syndiqués (plus de 80 % de voix favorables à la grève) soit représentatif de l'ensemble des travailleurs. La grève montre ce qu'il en est réellement. Elle apporte aussi un démenti à tous ceux qui, par-delà les frontières, affirment que les travailleurs ne

sont pas prêts à défendre leurs conditions de vie en période de crise économique.

Cependant, les syndicats ouest-allemands s'appliquent à ce que cette grève ne se transforme pas en offensive générale des travailleurs. L'objectif de l'IG Metall est de contraindre le patronat à négocier, alors que pour l'instant celui-ci se refuse à discuter de toute réduction du temps de travail, son président affirmant qu'il ne modifiera pas sa position « *ni avant, ni pendant, ni après une grève* ».

L'IG Metall ne cache pas que son but n'est que de donner

« des coups d'épingle », qu'elle a choisi volontairement des entreprises en « pas trop grand nombre », pour limiter les dommages causés par la grève. Les métallos de la région de Francfort, qui devaient être appelés à la grève deux jours après le début du mouvement, ne le seront finalement qu'une semaine après, pour ménager au patronat la possibilité de s'asseoir d'ici là à une table de négociation. Dans cette région, les syndiqués s'étaient pourtant eux aussi prononcés pour le principe de la grève. L'IG Metall les fait lanterner. Et de toute façon, c'est une petite



Des dirigeants syndicaux de l'IG Metall : les travailleurs pourraient leur faire passer le goût de la rigolade. (AFP)

minorité des travailleurs de l'automobile qui est appelée à la grève. Environ 150 000 travailleurs ne feront que subir celle-ci, avec le chômage technique qui, d'après l'IG Metall, se généralisera dans l'industrie automobile environ une semaine après le début de la grève.

Quant aux autres syndicats, celui de l'imprimerie, qui a fait lui aussi une consultation de ses syndiqués qui s'est révélée favorable à la grève, il s'est contenté de « grèves d'avertissement » de très courte durée et attend encore la possibilité d'une négociation de dernière

heure. Le syndicat des chemins de fer, lui, n'a pas été aussi loin : favorable en principe aux trente-cinq heures, son président a fait savoir qu'il est solidaire des métallurgistes, en précisant bien que sa solidarité est seulement « sur le papier ».

Au moment où l'IG Metall se décide enfin à déclencher la grève, toutes les précautions sont prises pour que le mouvement soit dispersé et limité. Il reste à savoir si les travailleurs se contenteront du cadre que leur ont fixé les syndicats.

Jean SANDAY

URSS

Sakharov et sa femme en danger de mort

Après Andréï Sakharov, le physicien père de la bombe atomique russe, aujourd'hui exilé à Gorki en tant que « dissident », c'est sa femme Elena Bonner qui, douze jours plus tard, a engagé une grève de la faim.

Leur fille, qui réside en Occident, a déclaré que dans les jours qui viennent l'un des deux risque de mourir. Andréï Sakharov a commencé cette nouvelle grève de la faim le 2 mai, pour protester contre le refus des dirigeants de Moscou de laisser partir en Occident sa femme malade, qui souhaitait aller se soigner dans une atmosphère plus favorable. Une mathématicienne en poste à Moscou, Irina Kristi, elle-même contestataire, a été mise

en état d'arrestation dans son appartement par le KGB, pour en avoir informé la presse internationale.

Une fois de plus, les dirigeants de Moscou montrent, au travers du traitement réservé aux « dissidents » les plus connus, quel cas est fait des libertés élémentaires dans ce pays qu'ils osent encore parer de l'étiquette socialiste. On ne voit pas en quoi laisser sortir la femme du physicien Sakharov, qui est depuis longtemps écarté de toute recherche importante, fussent-ils l'un et l'autre devenus pro-occidentaux, peut mettre l'Etat russe en danger. Cela n'apparaît que pour ce que c'est : une mesure de basse vengeance destinée à servir d'avertisse-

ment à tous ceux qui seraient tentés en URSS de ne pas penser dans les normes tracées par la bureaucratie dirigeante.

Contre le socialisme, il ne peut y avoir finalement de pire ennemi que les héritiers de Staline qui gouvernent au Kremlin. Car si peut d'hommes peuvent encore voir aujourd'hui, malgré la dégénérescence du régime russe, ce qu'il fut à ses débuts, lors de la Révolution de 1917, ce formidable mouvement de masse contre toutes les oppressions, tous peuvent constater aujourd'hui que l'URSS est sous la dépendance d'une dictature infâme, tout aussi odieuse que celles qui existent en Occident dans la quasi-totalité des pays sous-développés.

L.G.

ESPAGNE

Gonzalez refait l'histoire

« *Franco a été le protagoniste d'un épisode très dur de notre passé, mais il appartient déjà à l'histoire de l'Espagne. Et nous ne pouvons pas effacer l'histoire. Il me paraît ridicule de chercher à renverser les statues de Franco* ».

Felipe Gonzalez, chef du gouvernement socialiste espagnol, est un homme qui prône la réconciliation nationale, c'est-à-dire qu'il demande aux travailleurs qui ont subi pendant plusieurs décennies la dictature de Franco d'oublier qu'il s'est hissé au pouvoir après trois ans de guerre civile et qu'il s'y est maintenu par une répression sanglante, pour

le plus grand profit des capitalistes espagnols et internationaux.

Aujourd'hui Franco n'est plus que poussière. Mais le franquisme, lui, est bien vivant. L'armée et la police sont bien là, l'arme au pied, et représentent une menace permanente pour les classes populaires. Et Gonzalez le sait.

Alors, le problème n'est peut-être pas de renverser la statue de Franco, mais bien les gens qui, comme Gonzalez, choisissent de servir les intérêts de la bourgeoisie espagnole et son Etat.

Gilbert MAQUI

Au Kremlin : il faut serrer les écrous

Tchernenko qui a succédé à Andropov semble, après trois mois de pouvoir, suivre le même chemin que son prédécesseur : celui qui mène rapidement au suivant.

C'est ainsi que, pendant la visite du roi d'Espagne Juan Carlos à Moscou, on a pu voir Tchernenko littéralement porté par deux gorilles pour franchir

quelques mètres. Il a eu toutes les peines du monde à lire son discours jusqu'au bout et s'est rassis en haletant. Bref, les maîtres du Kremlin sont choisis non seulement d'un âge avancé, mais en plus en mauvais état.

C'est peut-être la seule façon qu'ont trouvée les hauts dignitaires du régime pour

assurer l'alternance ! Et puis, comme cela, chacun doit se dire qu'il a une petite chance d'occuper un jour la place. Tchernenko, en tout cas, n'a pas perdu de temps, sachant que celui-ci lui est compté : il a fait dare-dare rétablir le culte de la personnalité, afin que l'on ne l'oublie pas trop vite après sa mort...

Camarade Majesté

C'est aux cris de « *Vive le roi* » que Juan Carlos a été accueilli par la foule en URSS. Les dirigeants actuels de Moscou ont oublié depuis tant de temps les idéaux de ceux qui ont aboli le tsarisme, que ce n'est pas cela qui pouvait les faire frémir. Juan Carlos a même pu se payer le luxe de dire qu'il établira en Espagne un régime « *qu'aucun Espagnol*

ne sera plus obligé de quitter », devant un parterre d'anciens combattants de la guerre d'Espagne réfugiés en URSS, suffisamment rompus aux mœurs staliniennes pour crier « *Vive le roi* » sans sourciller. L'un d'entre eux a quand même profité de la visite du roi pour demander son retour en Occident.

L'Etat fait mine de s'en prendre aux terroristes anti-arabes

Le rabbin Levinger, personnalité d'extrême-droite leader du Bloc de la Foi, a été arrêté le 13 mai en Israël. Cinq terroristes anti-arabes l'avaient été avant lui dans la nuit du 6 au 7 mai, à Offra et à Shilo, deux implantations juives de Cisjordanie, suite toujours à l'attentat avorté, le 27 avril dernier, contre des autobus de Jérusalem-Est qui devaient transporter des musulmans.

Des quantités importantes d'armes, de grenades, d'explosifs ont également été découverts à Kyriat-Arba, colonie de peuplement qui surplombe la ville arabe d'Hébron.

Plusieurs des vingt suspects arrêtés après le 27 avril ont déjà avoué avoir participé à la fusillade de l'université islamique d'Hébron en juillet 1983, où trois étudiants palestiniens étaient morts, à la pose de deux bombes dans deux mosquées d'Hébron, bombes qui n'ont jamais explosé,

ainsi qu'à la tentative d'attentat contre les six autobus de Jérusalem-Est.

Les suspects arrêtés sont des officiers de réserve, un militaire d'active, un ancien chef d'un commando d'élite, un pilote de chasse, plusieurs hommes qui seraient militants du mouvement annexionniste « Goush Emounim » (le Bloc de la Foi), organisation qui milite pour l'implantation de nouvelles colonies juives dans les territoires occupés et pour en chasser la population palestinienne.

Arrêté également un spéculateur foncier en Cisjordanie occupée, proche du « conseiller du gouvernement pour la lutte contre le terrorisme », Rafi Eytan, et de certains responsables du département de la colonisation de l'Agence Juive, proche de l'entourage de l'ancien ministre de la Défense, Ariel Sharon. Il serait accusé d'avoir financé les activités du réseau terroriste anti-

arabe. C'est ce que révélait le quotidien *Hadas-hot*.

Voilà un homme qui mêlait allègrement la politique aux gains que cela pouvait lui rapporter.

La police s'était également intéressée au mois de février dernier aux activités d'anciens des commandos qui, sous la direction de Sharon, s'étaient spécialisés dans la lutte anti-terroriste dans les années 1950, en territoire jordanien et à Gaza. Mais l'armée aurait alors censuré les journaux israéliens qui voulaient faire paraître l'information.

Tous ces hommes, aujourd'hui sous les verrous, sont donc ou ont été, à un titre ou à un autre, liés au pouvoir et à ses dirigeants. C'est bien pourquoi, jusqu'à présent, les autorités n'ont rien tenté sérieusement pour mettre un terme aux agissements de ces groupes terroristes anti-arabes. Et les enquêtes se sont enlisées les unes

après les autres, alors que nombre de membres de ces groupes étaient filés, surveillés depuis 1981.

Les groupes terroristes juifs n'ont pas des buts différents de ceux de l'Etat israélien contre la population palestinienne. Leurs moyens sont simplement plus réduits que ceux de l'armée ou de la police mais, à leur niveau, tout de même efficaces. Mais le gouvernement ne tient pas à laisser ces groupes agir de façon incontrôlée et commettre des attentats qui le mettraient, lui, dans des situations qu'il ne souhaite pas. Mais il ne peut et ne veut pas non plus les éliminer complètement. Tout d'abord pour pouvoir s'en servir dans certaines circonstances. Ensuite parce que ces groupes terroristes recrutent leurs militants au sein même des milieux réactionnaires et religieux qui le soutiennent et représentent une force militaire de poids dans

les territoires occupés contre les Palestiniens.

Bien des raisons qui peuvent laisser penser que les groupes terroristes juifs ont encore de beaux jours devant eux, même si une poignée de leurs membres passent quelque temps dans les prisons. Ce qui n'est d'ailleurs même pas certain, car on nous a dit déjà que la police ne disposerait pour l'instant que de confessions partielles et orales, et non d'aveux signés. Preuve dont la police se passe très bien quand il s'agit d'Arabes.

De plus, il y a toujours à craindre que ces terroristes anti-arabes mettent sur la place publique les liens qu'ils entretiennent avec certaines personnalités politiques ou les complicités dont ils bénéficient au sein même de l'appareil d'Etat. Un voile que le pouvoir ne tient pas à soulever devant son opinion publique.

Marie-Claude SOLAC

FRANCE-AFRIQUE DU SUD

De solides relations d'affaires

Botha, le Premier ministre du régime raciste d'Afrique du Sud, qui viendra en juin en Grande-Bretagne et en RFA, sera-t-il reçu en France ? Il n'a pour l'instant pas été invité. Mais le doute plane, si bien que le PCF a tenu à dire qu'il y était opposé. Jospin quant à lui tient surtout à ce que les formes soient préservées :

il s'est déclaré « *contre toute rencontre officielle* » !

Il est vrai qu'une rencontre, même discrète, avec le dirigeant du gouvernement sud-africain la ficherait mal vis-à-vis de l'opinion de gauche, à quelques jours des élections. C'est un souci pour Jospin, mais pas forcément pour Mitterrand...

Quoi qu'il en soit, l'import-

tant, c'est ce qui se passe en coulisse. On est loin aujourd'hui des « *sanctions économiques contre ce régime* » promises par Mitterrand en avril 1981.

La France continue à entretenir d'excellentes relations avec ce pays. Dans les armements tout d'abord, où les fabrications sous licence française continuent d'aller bon train, pour le profit des Dassault et autre Matra. Les deux pays continuent même à échanger des attachés militaires. « *L'industrie des armements en Afrique du Sud est étroitement liée au système d'armements français* », déclarait en mars 1982 le président de la Corporation sud-africaine des armements, cité par la revue *Apartheid Non*. Toujours d'après cette revue, dans le domaine nucléaire, les relations sont très étroites : la France achète de l'uranium et continue la construction d'une centrale ; 400 ingénieurs et techniciens français sont sur place. Alsthom participe à la livraison de locomotives, de chaudières, de turbo-alternateurs. La R5 de Renault est montée près du Cap, ainsi que prochainement la R9. La CFP-Total a investi dans le charbon et le raffinage de carburants. Plus de 150 sociétés françaises travaillent en Afrique du Sud, de Creusot-Loire à

Air Liquide et Thomson, de Dassault à Moulinex.

Les banques ne sont pas en reste : la BNP, Indo-Suez et la BFCE sont de la partie.

Les capitalistes français sont aussi parmi les principaux actionnaires des mines d'or sud-africaines.

Outre les relations commerciales qui prospèrent, les relations diplomatiques restent normales et des délégations ministérielles sud-africaines sont déjà venues en visite, comme au ministère des Affaires étrangères ou au ministère

du Logement.

C'est que les intérêts de la bourgeoisie française en Afrique du Sud pèsent d'un autre poids que les prétendues convictions humanistes du gouvernement. Et comme il y a bien d'autres pays en Afrique où les capitalistes français exploitent encore plus directement, avec l'aide de l'Etat, les travailleurs africains, sans que les droits de l'homme soient respectés, le gouvernement français ne peut en être à l'Apartheid près.

Michel BROUSSE



SPIE. BATIGNOLLES



ALSTHOM
Mechanical Equipment



SOCIETE GENERALE



LIQUID AIR



FRAMATOME
Nuclear Power Plants and Components



THOMSON-CSF



CREUSOT-LOIRE



UTA



CITROËN



FRENCH BANK
OF SOUTHERN AFRICA LIMITED
Registered Commercial Bank



FB SA



banque française
commerce extérieur

Capital assassin

Dans son numéro du 16 mai, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* publie deux dépêches de l'AFP en provenance d'Afrique du Sud et datées toutes les deux du 29 avril.

Première dépêche : « *Un total de 831 mineurs ont trouvé la mort dans les mines sud-africaines en 1983, selon un rapport déposé devant le Parlement du Cap. (...) C'est un bilan plus lourd que l'année précédente. (...) De 1972 à 1982, 8 209 mineurs ont trouvé la mort dans les mines sud-africaines.* »

Deuxième dépêche : « *L'industrie minière sud-*

africaine a réalisé des bénéfices records de 16,174 milliards de rands (environ le même nombre de dollars), selon le rapport annuel du ministère de l'Energie et des Affaires minières. (...) Les bénéfices sont en augmentation de 11,6 % par rapport à 1982. »

La bonne santé des profits des entreprises se mesure actuellement, dans de nombreux pays capitalistes, au nombre des licenciements. Dans les mines d'Afrique du Sud, c'est aussi au nombre de travailleurs assassinés.

G.M.

Nouvelle mascarade électorale sous l'égide des Etats-Unis

Les élections se suivent et se ressemblent dans les chasses gardées américaines: après le Salvador, l'Equateur et Panama, c'est aux Philippines que des élections se sont déroulées le lundi 14 mai dernier.

Les images les plus connues ici de ce pays sous-développé de 48 millions d'habitants sont d'abord celles de sa capitale, où les bidonvilles voisinent avec les grandes banques et les immeubles de luxe; celles de la prostitution infantile, des « trottoirs de Manille », qui attirent la clientèle des pervers du monde entier, pourvu qu'ils aient les moyens de se payer sur la misère des gosses de ce pays.

Mais ce pays est aussi celui d'une dictature sanglante, celle de Marcos, qui en août dernier a fait assassiner par six hommes de main un rival possible, Benigno Aquino, à sa descente d'avion lors de son retour des Etats-Unis.

Les Etats-Unis voulaient que, par des élections, le régime des Philippines se redonne une apparence de démocratie.

L'ambassadeur des Etats-Unis ayant souhaité que les élections se déroulent « dans les conditions démocratiques les plus acceptables », le gouvernement a importé des Etats-Unis 270 000 bouteilles d'encre indélébile, pour marquer les électeurs au doigt pour les empêcher de voter dans plusieurs bureaux... Il a aussi rayé 4 millions d'électeurs fantômes des listes électorales.

Ces élections pour élire les 183 députés de l'Assemblée nationale (17 étant nommés par Marcos lui-même) sont les premières élections « libres » depuis l'instauration de la loi martiale en 1972. Loi qui a été levée en 1981 en théorie, car Marcos a conservé des pouvoirs exceptionnels.

Pendant les 45 jours qu'a duré la campagne, des affrontements ont eu lieu avec l'armée ou la police, faisant de 150 à 300 morts. Elle a été marquée par la violence et l'intimidation. L'archevêque de Manille a même dénoncé, dans une lettre pastorale lue dans toutes les églises du pays, « la fraude, l'achat de votes, les dépenses excessives et les cas d'arrestations et d'exécutions sommaires d'opposants ». Madame Marcos, la femme du dictateur, maire de Manille, aurait payé quelques pesos les 100 000 manifestants emmenés dans des centaines de bus à Manille pour soutenir les candidats du KBL (Mouvement pour une nouvelle société), le parti de Marcos. Des représentants de l'opposition invités par



Une manifestation de l'opposition durant la campagne électorale.

(AFP)

une chaîne de télévision n'ont pu s'exprimer, la direction de la chaîne ayant annulé l'émission à la dernière minute, prétextant une panne de courant.

Dimanche, à la veille des élections, des milliers de personnes ont manifesté à l'appel du mouvement pour le boycott des élections. Des concerts de casseroles ont été organisés dans les quartiers populaires. 40 000 personnes se sont rassemblées à Manille.

L'opposition était partagée en deux sur la tactique

à employer à l'égard de ces élections. Une fraction était partisan du boycott, une autre se présentait aux suffrages des Philippines, tout en sachant que Marcos, d'une façon ou d'une autre, tricherait ou tenterait de se soustraire au verdict des urnes. Mais malgré cette divergence d'attitude, les premiers résultats, partiels, des élections donnent l'opposition en tête dans 90 des 154 circonscriptions où se dégage une tendance. A Manille même, l'opposition serait en tête pour 15 des 21 sièges. Les résultats définitifs seront normalement connus une semaine après les élections. Mais Marcos a déjà démenti ces premiers résultats.

Jusqu'à là les Etats-Unis, même s'ils commençaient à être embarrassés de l'image donnée par le régime de Marcos, même s'ils avaient « aidé » Benigno Aquino, le leader de l'opposition assassiné, à se donner l'image du succes-

seur possible bénéficiant de leur bénédiction, n'ont jamais essayé de contraindre l'actuel chef de l'Etat philippin à mettre fin à sa dictature. Ce n'est pas que les Etats-Unis ne disposent pas de moyens, dans ce pays qui est de leurs anciennes colonies, où leurs capitaux règnent toujours en maîtres, où l'Etat est entretenu avec leur aide.

Mais c'est justement parce que la dictature leur offre des garanties, pour l'exploitation des richesses et de la population de ce pays, qu'ils n'ont rien fait et qu'ils ne feront rien qui puisse balayer la dictature de Marcos.

Si celle-ci disparaît, ce ne pourra être que le résultat d'une mobilisation de la population allant bien au-delà d'une participation à la farce — pour ne pas dire la tragédie — électorale de la semaine dernière.

Laurence VINON

Observateurs ? Mon œil !

Le gouvernement philippin avait invité des parlementaires de sept pays occidentaux pour observer sur place le bon déroulement des opérations de vote. La plupart, peu désireux de cautionner le régime, avaient refusé.

Outre deux députés japonais, une délégation fran-

çaise menée par Xavier Deniau, député de l'opposition, a accepté l'invitation. Les délégués ont félicité la commission chargée du contrôle officiel des élections.

On se demande ce que ces députés avaient dans les yeux...

SALVADOR

Au fond des urnes salvadoriennes, les milliards pour la guerre



Des élections sous surveillance.

Les résultats des élections présidentielles salvadoriennes n'étaient pas encore officiellement proclamés que déjà, à l'annonce du succès probable du candidat démocrate-chrétien Napoleon Duarte, devançant le candidat d'extrême-droite d'Aubuisson, la Chambre des représentants des Etats-Unis votait, à la demande de Reagan, un crédit d'aide militaire de 132,5 millions de dollars au Salvador, ainsi qu'une aide d'urgence de 120 millions de dollars pour plusieurs pays d'Amérique centrale, dont le Salvador et le Honduras.

Un coup de baguette magique électorale a donc suffi pour faire s'envoler les scrupules des représentants démocrates au Congrès. Ceux-ci — leur principal candidat à l'investiture, Mondale, en tête — se disaient jusqu'alors gênés de voir Reagan octroyer des millions de dollars d'aides diverses à un pays où des groupes para-militaires d'extrême-

droite maintiennent l'ordre par la terreur. Pourtant, le pouvoir reste entre les mains des militaires, intimement liés à ces groupes d'extrême-droite: dans ce pays, ils sont les véritables détenteurs du pouvoir depuis des décennies.

Voilà comment des élections, voulues et préparées par les Etats-Unis, qui en ont fait un gage de soi-disant « démocratisation » de la vie politique salvadorienne, auront comme premier résultat de permettre un accroissement de l'effort de guerre américain en Amérique centrale.

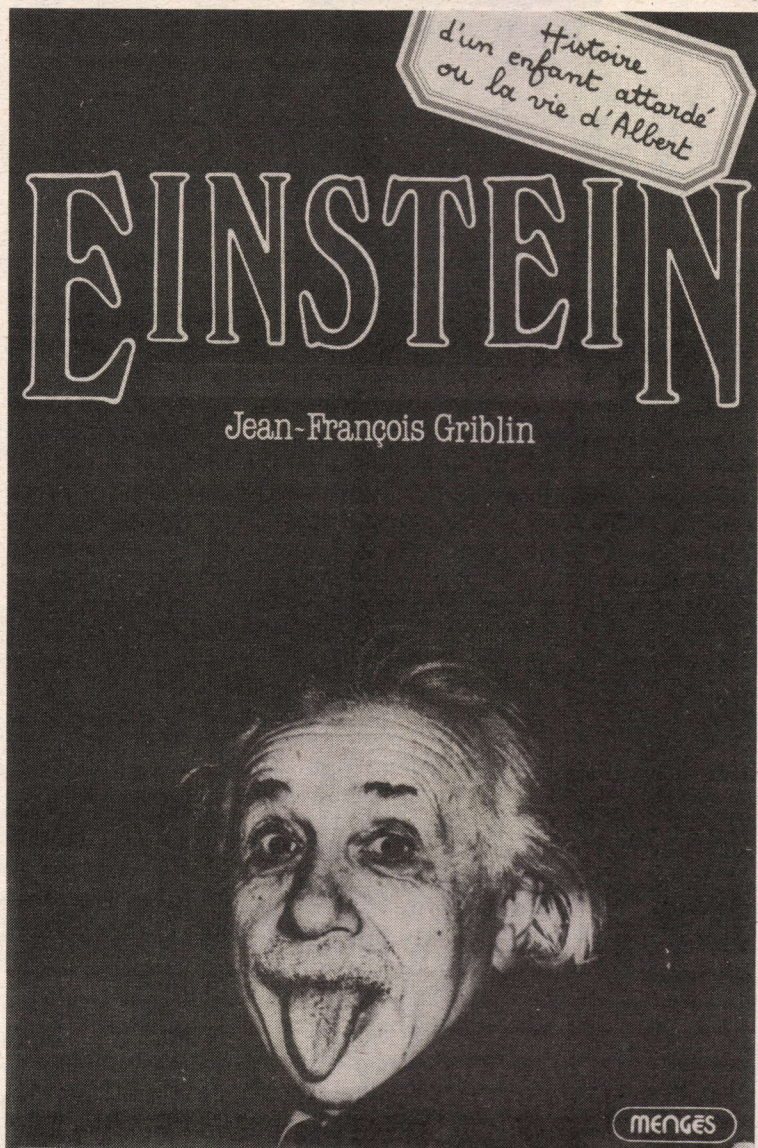
L'armée salvadorienne a bénéficié d'une aide en hommes, matériel et argent considérablement accrue ces dernières années, pour tenir tête à la guérilla qui contrôle des régions entières du pays. L'aide militaire US, de 5,9 millions de dollars en 1979, est passée à 200 millions de dollars pour les années 1982 et 1983.

Après la victoire de Duarte,

Reagan compte même obtenir du Congrès le vote d'une aide supplémentaire de 21 millions de dollars destinée aux « contras », ces forces militaires entretenues depuis quelque temps par les USA aux frontières du Nicaragua et qui harcèlent militairement et économiquement le régime sandiniste.

En fait, le volet soi-disant « démocratique » de la politique américaine en Amérique centrale — la tenue d'élections, les « preuves », régulièrement apportées par le président devant le Congrès, de progrès en matière de droits de l'homme — ne sont tout au plus qu'une farce destinée à prévenir une éventuelle opposition dans l'opinion américaine. Les politiciens, qu'ils soient républicains ou démocrates, viennent de montrer, quant à eux, qu'ils savent bien que les intérêts du capital américain dans ses quasi-colonies ne peuvent être maintenus qu'à coups de dollars et d'armements.

Hervé MARTIN



Ce livre est la transcription d'un scénario que l'auteur a composé pour une série télévisée consacrée à Einstein et qui doit bientôt être diffusée sur Antenne 2. Il s'attache à retracer la vie du fondateur de la théorie de la relativité et surtout à dégager la personnalité de celui qui bouleversa la science du 20^e siècle.

Laissant volontairement de côté toute explication sur la théorie elle-même, l'auteur, admirateur passionné d'Einstein, campe un portrait très attachant de ce savant qui, toute sa vie, mena une existence des plus simples.

Il est né en 1880 à Munich dans une famille d'origine juive. Son père avait monté un atelier d'électrochimie et comptait sur le développement industriel extraordinaire de l'Allemagne pour réussir dans la branche industrielle. Mais il n'était pas de taille à se mesurer aux Krupp et Thyssen, et son entreprise ayant fait faillite, la famille partit s'installer en Italie puis en Suisse. C'est dans ce pays

que le jeune Albert fit ses études à l'école polytechnique, dans laquelle il eut bien du mal à se faire admettre ! Déjà, tout au long de sa scolarité en Allemagne, il avait affiché du dégoût pour la discipline des écoles du temps de Bismarck et il finit par se faire renvoyer du lycée quelques mois avant le baccalauréat. Cet élève récalcitrant était quelque peu insolent, farouchement indépendant, et terriblement rebelle. A sa sortie de polytechnique, il eut d'ailleurs du mal à trouver un professeur acceptant de le patronner, personne ne le trouvant assez sérieux pour réussir dans une carrière scientifique !

Ce ne fut que lorsque ses travaux commencèrent à faire du bruit dans les milieux scientifiques que les universités lui ouvrirent leurs portes. La montée de l'antisémitisme et l'arrivée de Hitler au pouvoir lui firent quitter définitivement l'Allemagne pour les Etats-Unis.

Jean-François Griblin s'attache à montrer qu'Einstein qui n'était cer-

tes pas un homme politique ne vivait pas indifférent aux problèmes de son temps. Croyant et pacifiste, il prit en particulier ouvertement position contre la guerre, puis, quand celle-ci éclata, dénonça le nazisme. Lorsque, fruit de ses recherches et de celles d'Oppenheimer, la bombe atomique fut mise au point puis lâchée sur Hiroshima et Nagasaki, Einstein, atterré, lançant un cri d'alarme sur le danger que courait désormais l'humanité, écrivit au président de la Société des Nations en appelant au sens de la responsabilité qu'il pensait être le propre des grands « démocrates » de ce monde...

Ses prises de positions, mêmes courageuses, ne pouvaient cependant qu'être platoniques.

Le récit est simple et vivant. Il devrait promettre un bon feuilleton à la télévision.

Marie ANTONIN

Histoire d'un enfant attardé ou la vie d'Albert Einstein de J.-F. Griblin. Ed. MENES, 79 F, 250 p.

TELE Sélection

Samedi 19 mai

20 h 35. TF1. **La vie est trop courte.** Pièce de boulevard d'André Roussin avec Denise Grey. Comment ne pas finir sa vie avec un mari ennuyeux ?

22 h 05. A2. **Les enfants du rock**, avec entre autres Joe Jackson, l'ex-chanteur punk qui a mis du jazz dans le reggae ! Le cocktail se laisse boire.

22 h 25. TF1. **Droit de Réponse** sur le thème : l'esprit de contradiction, avec Ionesco, Bernard Clavel, Luc Ferry, Raphaël Sorin et l'inévitable Philippe Sollers.

Dimanche 20 mai

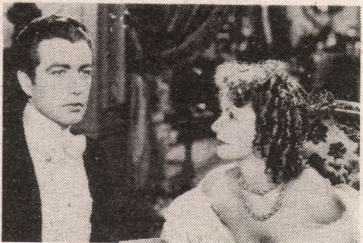
20 h 35. TF1. Film : **Le syndrome chinois** de James Bridges (1979) avec Jane Fonda et Jack Lemon. Film tout public qui pose avec efficacité le problème des dangers du nucléaire. Une réalisation sans fissure.



20 h 35. FR3. **Témoins** : portrait de la danseuse Carolyn Carlson, qui présente son dernier ballet, **Underwood**, dédié à l'Amérique de son enfance.

21 h 40. A2. **Le monde du baroque.** Le rayonnement en architecture du style baroque né à Venise et qui s'étend après 1630 vers le nord de l'Europe, à Vienne puis en Bavière, pour remonter jusqu'à Prague.

22 h 30. FR3. **Le cinéma de minuit** propose un film de George Cukor, de 1937, avec Greta Garbo et Robert Taylor : **Le roman de Marguerite Gautier.** La vie d'une courtisane dans le Paris de 1847.



Lundi 21 mai

20 h 35. TF1. Film : **Que la bête meure**, de Claude Chabrol, avec Michel Duchaussoy et Jean Yanne. Un homme part à la recherche du meurtrier de son fils.

22 h 25. TF1. Frédéric Mitterrand a réalisé son émission **Etoiles et Toiles** en direct de Cannes où se tient le festival du cinéma.

20 h 35. A2. **L'heure de vérité** met face à face Simone Veil, qui mène la liste UDF-RPR aux élections européennes, et Lionel Jospin, tête de liste du Parti Socialiste. Bref, une émission électorale et une heure quarante-cinq de... contre-

vérités.

22 h A2. **Le Petit Théâtre**, présente la pièce de Jean Cocteau, **L'Ecole des veuves.** Avec la voix d'Arletty, ce qui doit mettre de l'atmosphère...

20 h 35. FR3. Film : **Un homme et une femme**, de Claude Lelouch, avec Jean-Louis Trintignant et Anouk Aimé. Du roman photo bien ficelé quand même...



22 h 45. FR3. **Thalassa**, le magazine de la mer, présente un reportage sur les problèmes posés par les tournages de film en mer.

Mardi 22 mai

20 h 35. FR3. Film d'Ermanno Olmi : **L'arbre aux sabots.** Une évocation longue, un peu passéiste, du monde paysan en



Lombardie à la fin du siècle dernier.

20 h 35. TF1. Jean Lanzi et Igor Barrère consacrent leur émission, **Politiques**, à Pierre Mauroy. Ce n'est pas en une heure qu'il réussira à nous convaincre...

21 h 50. TF1. **La légende de Count Basie.** Un reportage sur ce pianiste de jazz et chef d'orchestre, mort le 26 avril dernier.



Mercredi 23 mai

20 h 35. A2. Téléfilm de Nina Companeez. Troisième épisode de **Deux amies d'enfance.** Chronique d'une amitié durant l'Occupation.

22 h 00. FR3. Film : **Rêve de singe**, de Marco Ferreri, avec Gérard Depardieu. La passion d'un homme pour un bébé chimpanzé a des rebondissements inattendus...

Jeudi 24 mai

20 h 35. A2. **La saga du parrain**, le film de F.-F. Coppola, présenté en épisodes à la télévision. Ici, la succession du mafioso pose des problèmes.

20 h 35. FR3. Film chinois : **Le gardien de chevaux**, de Xie Jin,

en version originale sous-titrée. Un homme de retour des Etats-Unis retrouve son pays trente ans après.

22 h 30. TF1. Emission de Jack Diéval, **Le jazz et vous.**

Vendredi 25 mai

20 h 35. TF1. L'émission **Formule 1** est consacrée à Jacques Villaret, entouré d'invités parmi lesquels Jane Birkin, Jacques Dutronc, etc.

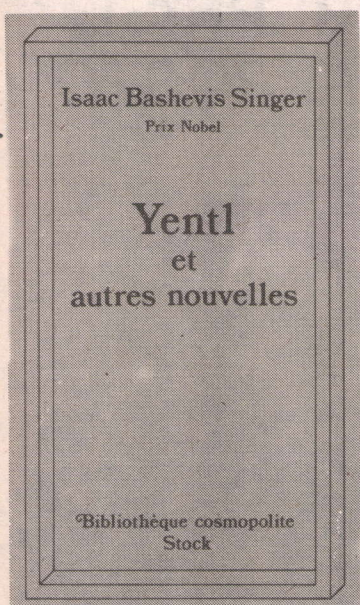
21 h 40. A2. **Apostrophes** de Bernard Pivot s'intitule : **De la maladie considérée comme un des beaux-arts**, et accueille comme d'habitude divers romanciers.

21 h 50. TF1. Haroun Tazieff raconte « sa » terre. Cette dernière séquence de la série est consacrée aux volcans.

22 h 45. TF1. **Corde raide, piano volant**, une émission de variété avec Jacques Higelin, Paco Ibáñez, et le funambule Philippe Petit.

23 h 05. A2. Ciné-Club : **Les bourreaux meurent aussi**, de Fritz Lang. En 1942, des nationalistes tchécoslovaques en butte à la répression nazie.





Les éditions Stock ont donc décidé de faire paraître ce recueil qui comprend, entre autres nouvelles, celle intitulée *Yentl*, dont est inspiré le film de Barbra Streisand sorti récemment sur les écrans et que nous avons présenté dans notre journal il y a quatre semaines.

Yentl est une nouvelle très courte, un conte très allusif qui permet difficilement au lecteur de comprendre ce qu'était la condition de la femme dans la société juive d'Europe centrale à la fin du siècle dernier, ce que l'on trouvait par contre de façon vivante et humoristique dans le film. A bien des égards, ce dernier est beaucoup plus évocateur.

Les autres nouvelles sont de brèves chroniques de la vie quotidienne à la même époque, très marquées, tout comme *Yentl*, de considérations religieuses.

L'écriture à la fois poétique et humoristique de cet ensemble de contes donne cependant un caractère divertissant à la lecture de ce petit volume.

André JUILLIARD

Yentl et autres nouvelles, d'Isaac Bashevis Singer. Ed. Stock, Bibliothèque Cosmopolite, 150 p., 38 F.



A partir de l'ensemble des documents, récits, témoignages, photos, déclarations officielles des uns et des autres concernant le massacre de la population des camps palestiniens de Sabra et Chatila à Beyrouth, en septembre 1982, Ilan Halevi dresse un réquisitoire contre l'Etat sioniste d'Israël, ses dirigeants, leur politique de terreur envers la population palestinienne en général, et leur responsabilité écrasante dans les événements du Liban.

Ilan Halevi, qui se définit comme « Juif palestinien né en France », qui se déclare ouvertement antisioniste et qui est l'auteur de l'ouvrage *Sous Israël, la Palestine*, a tenu dans son nouveau livre à montrer en quoi la politique du gouvernement israélien au Liban, à l'encontre de la population palestinienne et pas seulement des combattants palestiniens, s'inscrit en droite ligne de celle menée depuis toujours par les sionistes. Volontairement, il centre son ouvrage sur les seuls massacres de populations civiles arabes comme en 1948, dans le village de Deir Yassine, signalant seulement au passage comment ils se sont accompagnés de spoliation des terres.

Ces massacres ont ponctué systématiquement l'édification de l'Etat sioniste. Depuis le terrorisme des années 1930-1940 où l'Irgoun, l'organisation de Begin, et le groupe Stern, dont le « numéro deux » était Yitzhak Shamir, s'étaient spécialisés dans les attentats à la bombe, les attaques armées contre les places publiques, les cinémas, les mosquées, tous les lieux fréquentés par les Arabes. Plus tard, c'est en intégrant ces groupes terroristes que l'armée israélienne, l'a Hagannah, s'est constituée, cette armée dont l'auteur nous rappelle encore les faits les plus odieux dont elle a été l'artisan contre toute la population palestinienne, femmes, enfants et vieillards compris. Au passage, d'ailleurs, Ilan Halevi montre com-



ment cette politique de terreur a joué y compris contre une fraction de la diaspora juive lorsque les intérêts de l'Etat juif semblaient l'exiger. C'est ainsi qu'il rappelle comment en 1950 le Mossad, le service secret israélien, a organisé plusieurs attentats meurtriers

parmi la communauté juive de Bagdad pour la contraindre à fuir ce pays et à venir s'installer en Israël.

L'émotion soulevée jusqu'en Israël par les massacres des camps de Sabra et Chatila de 1982 a conduit le gouvernement israélien à ordonner, à l'époque,



Le massacre de la population des camps palestiniens de Sabra et Chatila à Beyrouth en septembre 1982 (AFP)

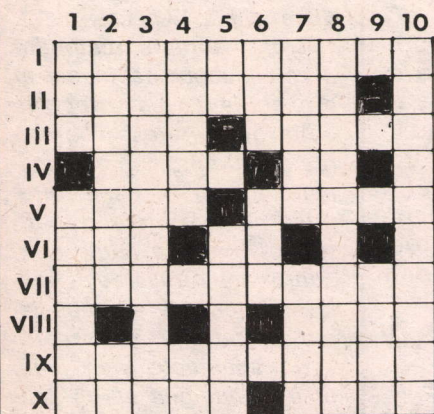
une enquête qui se conclut par la publication du rapport Kahane et la démission de Begin. C'est autour de la critique détaillée de ce rapport, ses limites, ses insuffisances et son hypocrisie, que s'articule le livre. Au fil de ces pages accusatrices, dans lesquelles les citations de soldats, de membres du commandement israélien au Liban, de personnalités diverses abondent, l'auteur n'épargne personne. Ni les gouvernants en place à l'époque en Israël, qui auraient soi-disant tout ignoré de ce qui se préparait dans les camps libanais ; ni les travaillistes qui, lorsqu'ils furent au gouvernement dans le passé, ne menèrent pas une politique différente envers la population arabe ; ni les représentants des Etats occidentaux qui virent dans le rapport Kahane un modèle de fonctionnement démocratique et firent à cette occasion l'éloge du régime sioniste ; ni non plus les sionistes de la diaspora qui hurlent au racisme anti-juif dès qu'une critique s'élève quelque part à l'encontre de l'Etat d'Israël.

Un livre percutant et accusateur qui, au moment où le gouvernement israélien fait mine de découvrir des réseaux terroristes juifs et de vouloir lutter contre eux, montre à quel point en effet le terrorisme anti-arabe est un mode d'existence pour l'Etat israélien.

Lucienne PLAIN

Israël, de la terreur au massacre d'Etat, d'Ilan Halevi. Ed. Papyrus, 64 F, 181 p.

MOTS CROISÉS



HORizontalement. — I. Registres. II. Fait couler de l'eau. III. Avec lui Perrette se serait évité bien des ennuis. Faire des vers. IV. Liquide. Commence la noce. V. C'est haut. Italienne qui donna deux antipapes. VI. Elle tourne autour de Jupiter. Ordre de marche. VII. Permet de marcher droit. VIII. Pas raccourci. IX. Vient du nez. X. Dit par lettres. Apparues.

VERTICALEMENT. — 1. En Provence. Petite légume. 2. Tient le toit. Phonétiquement : attrapé. 3. Résultat d'un mauvais coup. 4. Petite maligne. Personnel. 5. Sur Tille. Elle est souvent dans le vent. 6. Transport en commun. On le garde pour ne pas dévier. 7. En Savoie. On le prend pour mieux sauter. 8. Massif auvergnat (3 mots). 9. Le pays est grand mais ses cochons sont petits. 10. Effets magiques.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	A	C		M	E	R	C	I	
II	E	C	O	P	E	R		R	L	
III	L	O	C	O	M	O	B	I	L	E
IV	A	T	H	L	E	T	E	S		S
V	T	E	E		R	I	C	T	U	S
VI	I		N		E	S		A	R	E
VII	V	O	I	T		M	A	L		N
VIII	I	L	L	I	T	E		L	A	C
IX	T	A	L	E	S		M	I	R	E
X	E	V	E	N	E	M	E	N	T	S

Pierre Mac Orlan Le mystère de la malle n°1



Ce livre ne regroupe pas des nouvelles de l'auteur du *Quai des brumes*, mais des reportages écrits et publiés entre 1924 et 1934 dans divers journaux parisiens : *L'Intransigeant*, *Paris-Soir*, *Le Journal*.

Le titre du recueil, *Le mystère de la malle n°1*, pourrait laisser penser qu'il ne s'agit que d'enquêtes sur les crimes et les bas-fonds de la société. C'est vrai pour deux des quatre enquêtes de ce volume dont l'une évoque un crime londonien et l'autre le système de ravitaillement en alcool pendant la prohibition aux Etats-Unis. Ces deux-là valent surtout pour la curiosité. Sous des apparences naïves et candides, Mac Orlan fait résonner sarcasmes et esprit critique.

Deux autres enquêtes complètent le volume. La première sur l'Italie de Mussolini. Assez rapide, on reste un peu sur sa faim, mais quelques remarques sur un garde de Mussolini qui « laisse tomber (...) un regard chargé de menot-

tes » et le dernier épisode consacré aux prisons mussoliniennes laissent clairement entendre quelle est la nature de ce régime dictatorial et à qui ne vont pas les sympathies de ce reporter assez peu conformiste.

Reste la plus passionnante de ces enquêtes, celle sur Berlin avant l'arrivée des nazis au pouvoir. Mac Orlan a assisté à des meetings du Parti Communiste Allemand. Il les décrit et explique les oppositions entre communistes et nazis, le poids de la crise, la misère des chômeurs dans une Allemagne « exaspérée ». Mac Orlan souhaite d'ailleurs ouvertement la contre-offensive du prolétariat, seule issue favorable aux petites gens...

Rien que pour cette description vivante de Berlin à cette époque, ce petit recueil vaut d'être lu.

Jacques FONTENOY

Le mystère de la malle n°1 de Pierre Mac Orlan. Ed. 10/18. Collection « Grands reporters ». 250 pages. 30 F.

REPRISE IL POSTO d'Ermanno Olmi



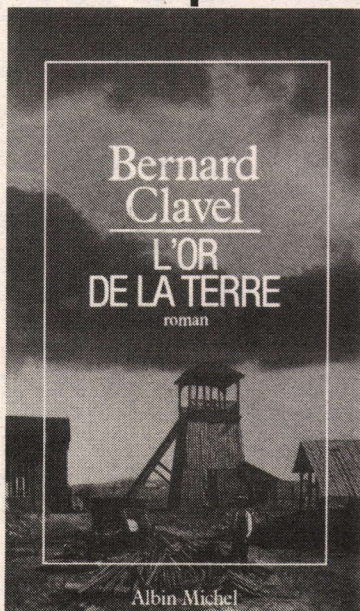
Il s'agit de l'un des premiers films d'Ermanno Olmi, drôle, tendre, parfois aussi acerbe. Un jeune Milanais de 15 ans postule pour un emploi (il posto) de gratte-papier dans une grande administration. Pour ses parents, ouvriers dans la banlieue milanaise, c'est presque la perspective d'une sinécure : sécurité de l'emploi, manches de lustrine, voilà qui revêt à leurs yeux des allures de promotion sociale !

Mais il faut de la patience, accepter de faire les courbettes nécessaires auprès de tel ou tel petit fonctionnaire en mal de puissance, il faut mériter cet emploi. Les parents sont prêts à tout, ou presque. Domenico, lui, promène un regard dubitatif sur ce monde nouveau de la ville, des adultes, des rapports hiérarchiques dans l'administration.

Une espèce de lassitude l'envahit, comme si soudain il avait vieilli de 30 ou 40 ans, comme s'il se voyait déjà 30 ou 40 ans plus tard...

Un très beau film.

André JUILLIARD



Après *Harricana*, *L'Or de la terre* est le second roman de la série que l'auteur a intitulée *Le Royaume du Nord*.

Au milieu d'un lac immense, dans une forêt sans limite, une île sur laquelle débarquent deux chercheurs d'or. Dans ce lieu, inaccessible hors la période de gel des eaux du lac, ces hommes fuient, paraît-il, le monde des banquiers et des grandes sociétés. Mais dans leur acharnement à trouver du métal jaune et à l'extraire, ils sont eux aussi pris par la fièvre de l'or.

Clavel ne fait pas ici

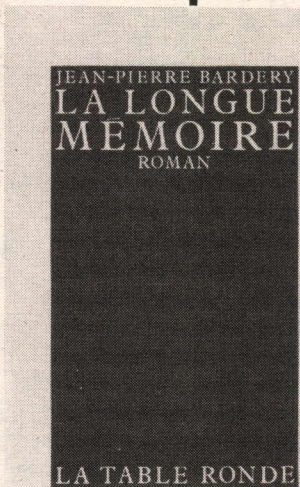
qu'un récit d'aventure, il raconte une fable sur la nature humaine. Sur cette île, la cité minière qui naît de quelques baraques de rondins est à l'image de la société tout entière. Une société avec ses ouvriers et ses patrons qui exploitent toutes les petites gens attirés par la perspective de faire fortune. Jordan, le héros de Clavel, qui se veut un patron différent des autres, finit par se conduire en véritable exploiteur. L'or qu'il expédie vers les banques, l'argent qu'il y accumule sous forme de lingots et de liasses de billets, ont vaincu en lui l'homme épris

de justice. Et l'auteur conclut qu'inexorablement, la soif de richesse conduit l'homme à sa perte. Finalement, la nature reprend ses droits sur cette terre perdue : l'eau, la boue, le gel sont plus forts que les hommes qui ont voulu les braver.

On peut se laisser conduire par l'aventure que Bernard Clavel nous raconte sans pour autant partager la vision à la fois naïve et pessimiste du monde qui est celle de l'auteur...

Patricia MULLAN

L'Or de la terre de Bernard Clavel. Ed. Albin Michel, 320 p., 75 F



Mai 1960. Philippe est mobilisé pour l'Algérie. Il n'a rien demandé, il est « apolitique », ni pour ni contre. Et il part, quitte parents, copains, copines, sans trop savoir ce qui l'attend là-bas, ni quelle est cette guerre qu'il va mener contre ceux que l'on appelle les « fellouzes ».

Et il la fait, la guerre. Aux premières lignes : mitrailleur dans un hélicoptère. Sa mission est de « nettoyer » le terrain avant l'arrivée des paras ou des légionnaires. Et ce qu'il raconte, ce sont les opérations successives auxquelles il participe, les mains rivées sur sa mitrailleuse, crachant le feu sur les cibles vivantes que sont

les combattants algériens. Le combat est bien souvent inégal. Et ce n'est pas sans un certain sadisme, parfois, qu'il joue le chasseur avec ses camarades.

Ses opérations sont entrecoupées de permissions qu'il passe à Oran, au milieu de la communauté pied-noir de cette ville. La perspective de l'indépendance de l'Algérie y est ressentie comme une trahison du pouvoir métropolitain. En France, par contre, où il retourne également, c'est l'indifférence qui domine.

Mais lui-même ne semble pas ressentir non plus beaucoup l'horreur des massacres auxquels il participe. Il ne fait que passer. Il

n'en veut ni à ceux qui l'ont transformé en assassin, ni aux Algériens qu'il combat. Il dit même qu'il comprend leur combat, comme la colère et le désarroi des pieds-noirs qui vont devoir quitter l'Algérie.

Mais c'est surtout son détachement face aux événements qui domine tout au long du roman et qui rend le personnage peu sympathique. Le récit a beau être simple, sobre et direct, il ne réussit pas vraiment à toucher le lecteur et à retenir son intérêt.

Gilbert MAQUI

La longue mémoire de J.-P. Bardery. Ed. La Table Ronde. 187 pages. 69 F.

ON NOUS COMMUNIQUE...

La troupe de théâtre dijonnaise *Le Grenier de Bourgogne* présente une pièce de Vinaver, *Nina* c'est autre chose, à Paris au *Lierre Théâtre*, 22, rue Chevaleret, Paris 13^e, du mardi au samedi à 21 heures et le dimanche à 17 heures.

Trois acteurs campent avec beaucoup de finesse et de chaleur les rapports entre deux frères célibataires de 40 ans, l'un syndicaliste dans une grosse entreprise, l'autre garçon coiffeur ; Nina, une jeune anti-conformiste traverse et bouleverse leur vie empoisonnée de souvenirs maternels.

Un spectacle bien joué, plein d'humour et de tendresse.

« Amok »

Amok signifie les « fous furieux » pour les Noirs d'Afrique du Sud. C'est ainsi qu'ils désignent les 4 millions de Blancs qui oppriment 20 millions de Noirs dans ce pays.

Ce film est une coproduction du Maroc, de la Guinée et du Sénégal, et dénonce le régime sud-africain d'Apartheid, à travers l'histoire d'un petit instituteur noir de village, parti à Johannesburg à la recherche de son fils et de sa

sœur. Pourquoi, en effet, ceux qui partent ne reviennent-ils jamais ? Pourquoi n'écrivent-ils jamais ? Pourquoi le silence couvre-t-il la grande ville industrielle ? Et il en comprendra peu à peu la raison, raison qui réside dans le fait que la misère et l'humiliation sont telles pour les Noirs que mieux vaut ne pas la raconter.

Pourtant la révolte gronde. Les Blancs ont peur. Et le film évoque la

création d'un bantoustan, l'un de ces territoires enclavés dans l'Afrique du Sud, réservés aux Noirs, prétendument indépendants mais en fait véritables camps de concentration.

Sa mise en place déclenche la colère : des hommes, femmes et enfants, en une véritable marée humaine, vont braver les fusils des Blancs. Face à cela, le Blanc qui ne veut pas fermer les yeux et accepter l'horreur de cette société raciste, qui tente d'embrasser la cause des Noirs, est broyé. Voilà tout ce que le petit instituteur apprend, brutalement, effroyablement. Et son vieil ami pasteur, qui s'étonnait de sa naïveté finit, lui-même, par perdre la foi dans la religion qu'il a enseignée parce qu'elle a conduit la population noire à accepter la soumission.

Il s'agit donc d'un film militant qui veut montrer la prise de conscience qui s'opère chez cet instituteur en particulier, et la force irrésistible que représentent les Noirs d'Afrique du Sud. Il y réussit avec force. Un film à voir et à faire voir.

Patricia MULLAN

UN NID AU VENT

UN FILM ESTONIEN D'OLEV NEULAND
DISTRIBUÉ PAR LES FILMS COSMOS



Nous sommes en 1945 en Estonie. La guerre y est officiellement finie, mais les combats continuent entre « les Frères de la forêt », des nationalistes estoniens qui résistent à l'occupation soviétique et veulent une Estonie indépendante, et les occupants soviétiques.

Le film évoque la vie d'une famille de paysans pauvres pris à la gorge d'un côté par les nationalistes, de l'autre par les occupants russes, chacun des deux camps exigeant de la viande, du lait, du blé. Pour réquisitionner, les « Frères de la forêt » n'hésitent pas à recourir au pillage, à la violence ; le bureaucrate russe, lui, se sert plutôt du

chantage, de l'intimidation, et le paysan, pressuré de toutes parts, vit dans la crainte de représailles d'un camp s'il satisfait l'autre camp. Pour lui, les nationalistes ne valent pas mieux que l'occupant, la seule chose qu'il voit étant que les deux camps lui volent ses maigres ressources.

Un témoignage intéressant et émouvant qui, au travers de la vision des paysans estoniens, rappelle en quels termes le problème du rattachement au territoire de l'URSS de cette province balte qu'est l'Estonie se posait au sortir de la guerre.

Ghislaine GAUTHIER



Des femmes d'Afrique du Sud dans un Bantoustan à la corvée d'eau. (AFP)

Sélection cinéma Dans les salles parisiennes

Films récents...

L'ETOFFE DES HÉROS. de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer. Biarritz 8° (vo). La Bastille 11°. Bienvenue 15°. Gaumont Convention 15°. 14 Juillet 15° (vo). Ecurial 18° (vo). Clichy Pathé 18°.



LA DIAGONALE DU FOU. de Richard Dembo avec Michel Piccoli.

Le Soviétique Akiva Liebskind, champion du monde d'échecs, affronte Pavius Fromm, grand maître soviéti-

que passé à l'Ouest. Le film ne se cantonne pas seulement à l'évocation de l'affrontement Est-Ouest. Tout en nuance, il suggère plus qu'il ne montre, il n'y aura ni vrai gagnant ni vrai perdant. Pour ceux qui aiment les échecs surtout et pour les autres aussi.

Saint-Germain Studio 5°. Pagode 7°. Colisée 8°. Olympic Entrepôt 14°. Gaumont Convention 15°.

CENT JOURS A PALERME de G. Ferrara.

Le général Dalla Chiesa nommé préfet de Palerme en mai 82 était assassiné par la mafia cent jours plus tard. Forum Arc en Ciel 1er°. Paramount Odéon 6°. Marignan 8°. Paramount Opéra 9°. Gaumont Sud 14°.

YENTL.

de et avec Barbra Streisand.

Yentl est la fille d'un rabbin dans une bourgade juive en Lituanie au début du siècle. Pour pouvoir faire des études, elle se déguise en garçon. Un film plein de finesse et d'humour.

Ciné Beaubourg-les-Halles 3° (vo). UGC Montparnasse 6°. Odéon 6° (vo). UGC Champs-Élysées 8° (vo). UGC Boulevards 9°. 14 Juillet 11° (vo).

L'ADDITION. de Denis Amar.

A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison.

UGC Opéra 2°. Montparnasse UGC 6°. Odéon 6°. Biarritz 8°. UGC Boulevard 9°. Gaité-Rochecouart 9°.

BIQUEFARRE.

de Georges Rouquier.

La vie dans un village paysan de l'Aveyron. Saint-André-des-Arts 6°. Studio 43 9°.

VENT DE SABLE. de Lakhdar Hamina.

Un film violent et dénonciateur sur la vie et sur la condition féminine dans le désert algérien.

Saint-Germain Huchette 5° (vo). Bonaparte 6° (vo).

LE BAL.

d'Ettore Scola.

De 1936 à nos jours, l'histoire de France évoquée à travers une série de bals populaires.

Studio de la Harpe 5°. Marbeuf 8°.

CARMEN.

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Car-

men, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Gaumont Champs-Élysées 8°. Montparnos 14°. Kinopanorama 15°. Images 18°.

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Epée de Bois 5°.

... et moins récents

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

Version 1942 d'Ernst Lubitsch :

Saint-André-des-Arts 6° (vo).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Reflet Quartier Latin 5° (vo).

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM.

de Volker Schlöndorff.

La toute puissance de l'appareil policier aidé de la grande presse dans la chasse aux suspects de terrorisme dans l'Allemagne des années 1970.

Movies Les Halles 1er° (vo).

DERSOU OUAZALA. de Kurosawa.

Un vieux chasseur dans la taïga. Action Rive Gauche 5°.

LA STRADA.

de Federico Fellini.

La vie de forains sur les routes d'Italie. Un classique du cinéma.

Champo 5°.

DE MAO A MOZART.

de Murray Lerner.

Isaac Stern, violoniste américain en tournée en Chine.

Denfert 14°.

MIDNIGHT EXPRESS.

de A. Parker.

Une évocation de la prison en Turquie.

Capri 2°.

ELEPHANT MAN.

de David Lynch.

L'histoire vraie d'un être monstrueux dans l'Angleterre victorienne.

Grand Pavois 15°.

LA FÊTE SAUVAGE.

de F. Rossif.

De très belles images sur la vie des animaux.

Grand Pavois 15°.

LE TAMBOUR.

de V. Schlöndorff.

La montée du nazisme vue à travers les yeux d'un enfant qui observe le monde des adultes et refuse de grandir.

Republic Cinéma 11° (vo).



VIVE LA FÊTE

Le week-end de la Pentecôte approche à grands pas, et avec lui ces trois jours de joie et de liberté que vous pourrez passer avec nous à la fête, dans un parc boisé où sont plantés pour la circonstance 300 stands (de jeux, de spécialités culinaires venues de tous les pays, d'expositions politiques), deux podiums principaux, d'autres un peu partout, plus petits mais pas moins animés, deux cinémas, la cité du jazz, le coin du sportif (où vous pourrez — débutant ou expert — faire de la varape, du trampoline, de l'aérobic, du judo, etc.), un grand chapiteau consacré à des audiovisuels et expositions scientifiques, une guinguette, des librairies, et tant d'autres choses que vous découvrirez au long de votre promenade.

Des spectacles permanents et gratuits

Dans toutes les allées, bien sûr, le spectacle est permanent, assuré par une animation de tous les instants !

Mais sur les grandes scènes de la fête, plusieurs centaines d'artistes animeront ce week-end, parmi lesquels nous pouvons dès à présent annoncer :

Pierre PERRET
Hugues AUFRAY
Zachary RICHARD
Michel BOUJENAH
Michel BUHLER
Lionel ROCHEMAN
KERGRIST et ses numéros burlesques
KARUMANTA et son ensemble de musique et de danse d'Amérique latine
Martine SARRI.

Place aux débats

Car la fête, c'est aussi la liberté, et en particulier la liberté dans la confrontation des idées, dans la discussion entre tous ceux qui refusent l'exploitation, l'oppression.

Tout au long de ces trois jours, les débats se succèdent,

animés par tous ceux qui en feront la demande, dans des aires spécialement aménagées à cet effet.

D'autre part, des personnalités seront également présentes pour parler de leurs travaux, de leurs conceptions et en débattre avec tous.

Maxi fête ! Mini prix !



La fête se déroule le samedi 9 juin, de 12 heures à 23 heures, le dimanche 10 juin à partir de 8 heures du matin avec, toute la nuit du dimanche au lundi, des bals, et le lundi 11 juin jusqu'à 20 heures.

Eh bien, pour ces trois journées, le prix d'entrée est de 30 F si vous prenez votre carte à l'avance et de 40 F sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de

moins de 14 ans.

Enfin, si vous vous procurez à l'avance auprès de nos camarades des vignettes, que vous paierez 8 francs et qui pendant toute la durée de la fête auront un pouvoir d'achat de 10 francs, vous pourrez non seulement bénéficier de nos prix calculés au plus juste mais encore les régler (sauf le tabac) en vignettes, donc avec 20 % de réduction !

Comment s'y rendre ?

Une navette gratuite, de la Porte-de-la-Chapelle à la fête, avec un départ environ toutes les vingt minutes, aura lieu :

- le samedi 9 juin de 11 h 30 à 23 h ;
- le dimanche 10 juin de 8 h à 22 h, puis toutes les heures ;
- le lundi 11 juin de 8 h à 18 h (sens Paris-fête) et 20 h (sens fête-Paris).

Par ailleurs il existe des trains au départ de Paris-Gare du Nord qui s'arrêtent à la gare de Presles et à environ 800 mètres de la fête. Enfin, par la route toujours depuis Paris, il faut prendre l'autoroute du Nord, sortir à la sortie Beauvais. Puis suivre, sur la Nationale 1 dans cette direction et jusqu'à Presles, le fléchage de la fête.

**Dans trois semaines
à Presles (Val-d'Oise)
les 9, 10, 11 juin
LA FÊTE
DE**

**lutte
ouvrière**

**DIMANCHE ET LUNDI
A 15 HEURES
ARLETTE LAGUILLER**

prendra la parole sur le podium central de la fête !



Place aux jeunes



Les tout-petits peuvent être accueillis à la crèche de la fête et les moins petits dans le vaste espace qui leur est réservé sur le terrain, où ils auront eux aussi leur fête, avec jeux, cinéma, animation, etc.